



GIE Réseau des CERC

Cellules Economiques Régionales
de la Construction

Tableau de bord de conjoncture de la filière Construction

GIE Réseau des CERC

Comparaisons inter-régionales

Octobre 2014

Quelques indicateurs clés sur une période d'un an

Logements autorisés <i>Sur 12 mois à fin août 2014 (évol 1 an)</i>	394 154 lgts	-13,9%	▼
Logements mis en chantier <i>Sur 12 mois à fin août 2014 (évol 1 an)</i>	303 218 lgts	-11,6%	▼
Mises en vente de logements (indiv. + coll.) * <i>Sur 1 an à la fin du 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	89 138 lgts	-21,1%	▼
Réservations de logements (indiv. + coll.) * <i>Sur 1 an à la fin du 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	85 904 lgts	-5,8%	▼
Surface de locaux autorisés <i>Sur 12 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	38 548 milliers m²	-9,2%	▼
Surface de locaux mis en chantier <i>Sur 12 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	26 339 milliers m²	-3,6%	▼
Travaux Publics réalisés * (1) <i>Sur 12 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	43,9 milliards €	+1,3%	▲
Marchés Travaux Publics conclus * (1) <i>Sur 12 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	30,5 milliards €	-0,5%	=
Carnets de commandes des Travaux Publics * <i>Moyenne 4 trimestres au 2° trimestre 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	5,6 mois	-0,5 mois	▼
Production BPE * <i>De janvier à fin août 2014 (évol 1 an) - en m³</i>	24 468 316 m³	-3,7%	▼
Production Granulats * <i>De janvier à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	200 370 kt	-2,1%	▼
Consommation ciment * <i>De janvier à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	11 260 kt	-2,9%	▼
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers <i>Sur 12 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	127,3 milliards €	+10,3%	▲

(1) Les données de août 2014 sont provisoires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Les tendances les plus récentes ... sur 3 mois

Logements mis en chantier <i>Sur 3 mois à fin août 2014 (évol 1 an)</i>	69 227 lgts	-11,3%	▼
Prix logements collectifs * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an) - en €/m²</i>	3 826 €/m ²	-1,0%	=
Surface de locaux mis en chantier <i>Sur 3 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	6 572 milliers m ²	-5,5%	▼
Activité entretien-rénovation de logements en volume * <i>Au 3° trimestre 2013 (évol 1 an) - indice d'activité, T1 2004 = 100</i>	104,5	-1,0%	=
Activité entretien-rénovation de locaux en volume * <i>Au 3° trimestre 2013 (évol 1 an) - indice d'activité, T1 2004 = 100</i>	100,5	-1,0%	=
Travaux Publics réalisés * (1) <i>Sur 3 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	10,6 milliards €	-3,6%	▼
Marchés Travaux Publics conclus * (1) <i>Sur 3 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	7,0 milliards €	-3,5%	▼
Activité récente Travaux Publics * <i>Au cours du 2° trimestre 2014 (évol 1 trimestre) - en solde d'opinion</i>	-37		▼
Production BPE * <i>Sur 3 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en m³</i>	9 120 908 m ³	-10,1%	▼
Production Granulats * <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	89 480 kt	-10,4%	▼
Consommation Ciment * <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	5 170 kt	-8,3%	▼
Emplois salariés dans la Construction <i>A la fin du 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	1 434 841 sal.	-1,2%	▼
Intérimaires Bâtiment <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	76 928 ETP	-4,7%	▼
Intérimaires Travaux Publics <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	27 584 ETP	-12,6%	▼
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics <i>A fin juin 2014 (évol 1 an)</i>	307 698 DEFM	+6,8%	▲

(1) Les données d'août 2014 sont provisoires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Conjoncture de la filière construction en France

Les tendances à venir ...

Logements autorisés <i>Sur 3 mois à fin août 2014 (évol 1 an)</i>	103 505 lgts	+4,8%	▲
Mises en vente de logements (indiv. + coll.) * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	22 610 lgts	-22,4%	▼
Réservations de logements (indiv. + coll.) * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	20 949 lgts	-12,1%	▼
Encours de logements (indiv. + coll.) * <i>A la fin du 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	103 681 lgts	-1,2%	▼
Surface de locaux autorisés <i>Sur 3 mois à fin août 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	9 819 milliers m ²	-9,6%	▼
Carnets de commandes entretien-rénovation de logements * <i>Au cours du 3° trimestre 2013 (évol 1 trim.) - en solde d'opinion</i>	-13		▼
Carnets de commandes entretien-rénovation de locaux * <i>Au cours du 3° trimestre 2013 (évol 1 trim.) - en solde d'opinion</i>	-8		▼
Carnets de commandes des Travaux Publics * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	5,5 mois	-0,7 mois	▼
Prévisions d'activité Travaux Publics * <i>Pour le 3° trimestre 2014 (évol 1 trimestre) - en solde d'opinion</i>	-37		▼
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	26,4 milliards €	-30,3%	▼

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Le Bâtiment

Comparaisons inter-régionales

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

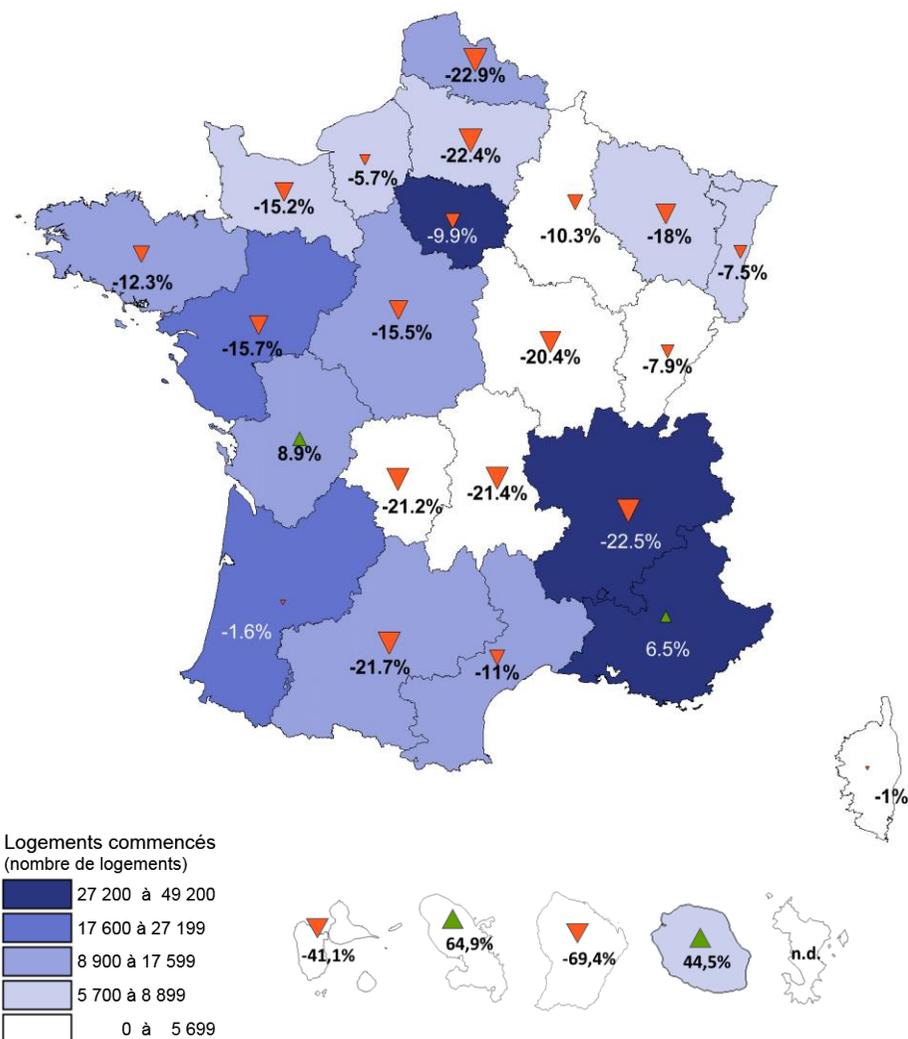
En France, poursuite de la baisse des mises en chantier de logements à fin août 2014.

La construction neuve de logements (date de prise en compte)	Situation à fin août 2014 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	394 154 lgts	-13,9%	▼
Total logements commencés	303 218 lgts	-11,6%	▼

Dans les régions :

La détérioration de l'activité s'étend sur la quasi-totalité des régions à fin août 2014.

Logements commencés
Sur 12 mois à fin août 2014, évol. 1 an

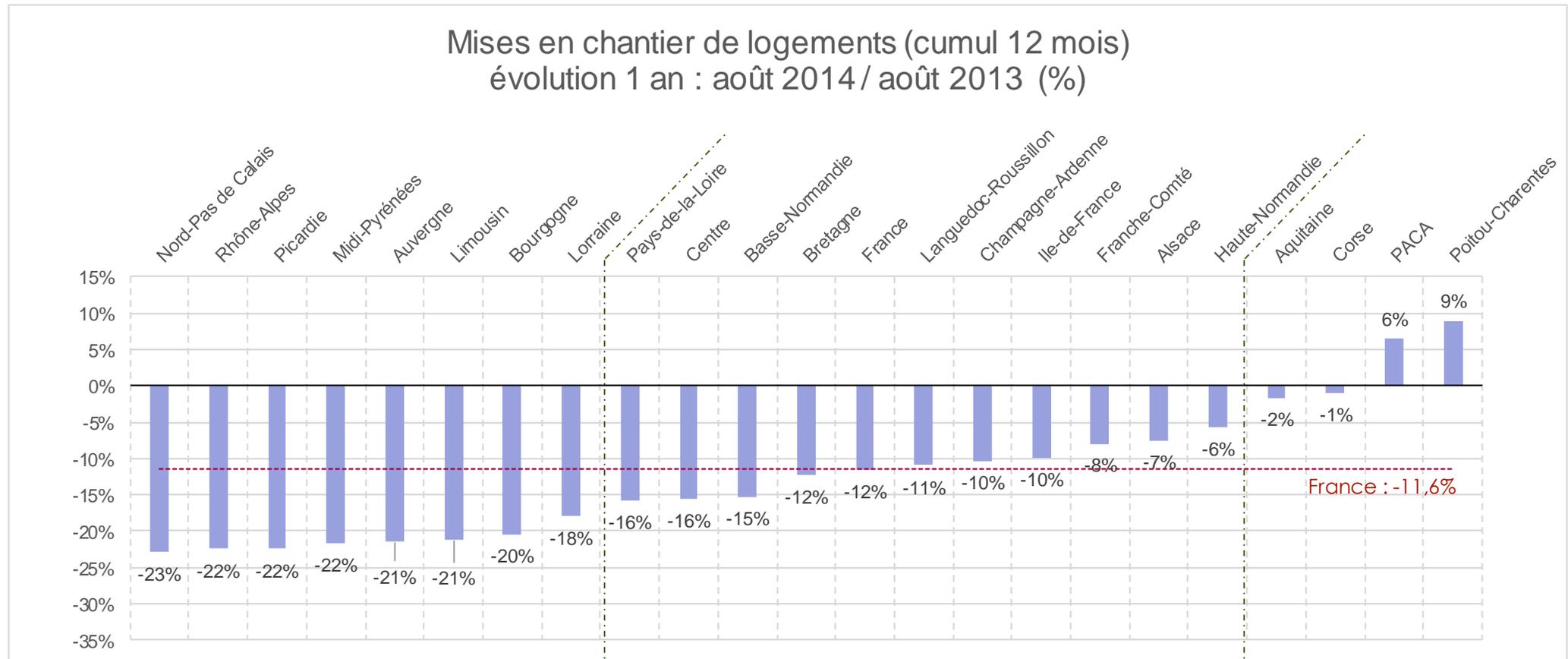


Source : Sit@del2 (données brutes)

Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

La baisse du nombre de logements commencés observée au cours des 12 derniers mois, concerne la quasi-totalité des régions.

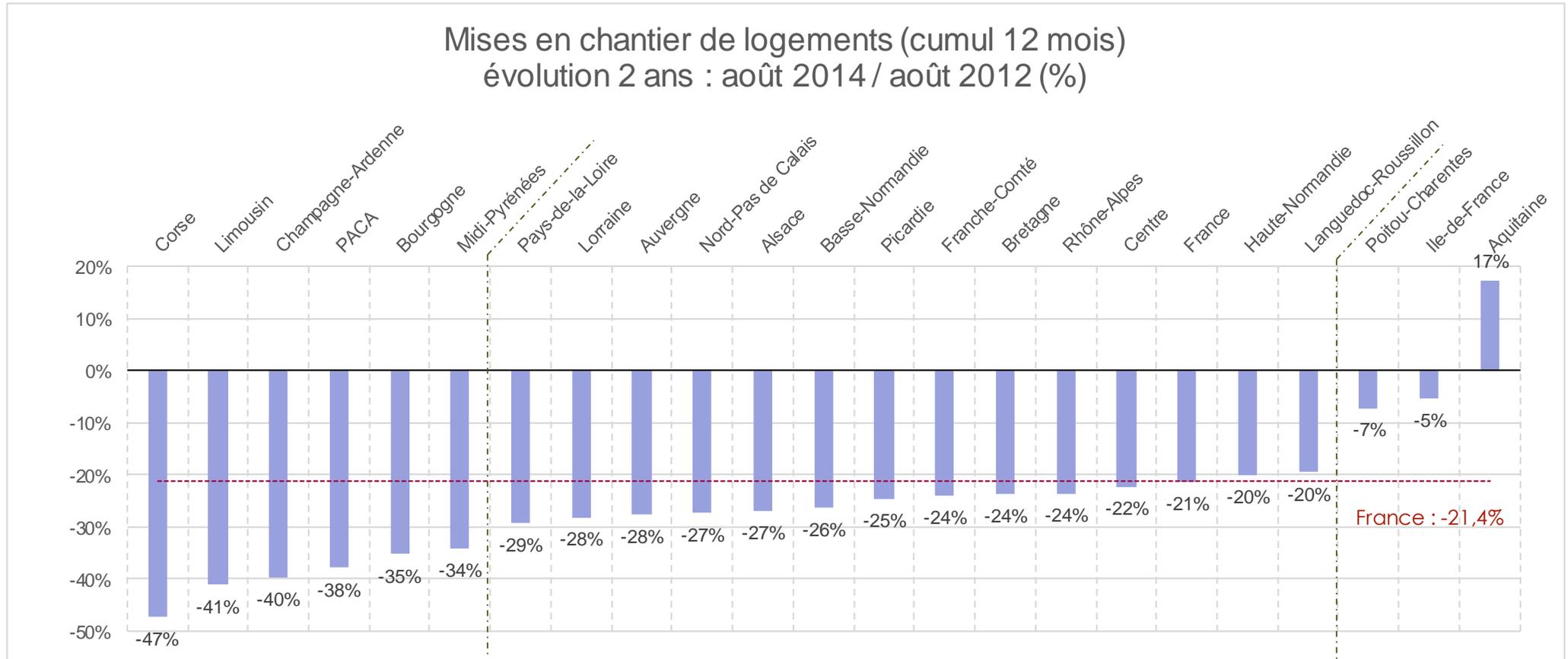


Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

Sur 2 ans, le recul des mises en chantiers de logements est homogène et s'étend presque à l'ensemble du territoire.



Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

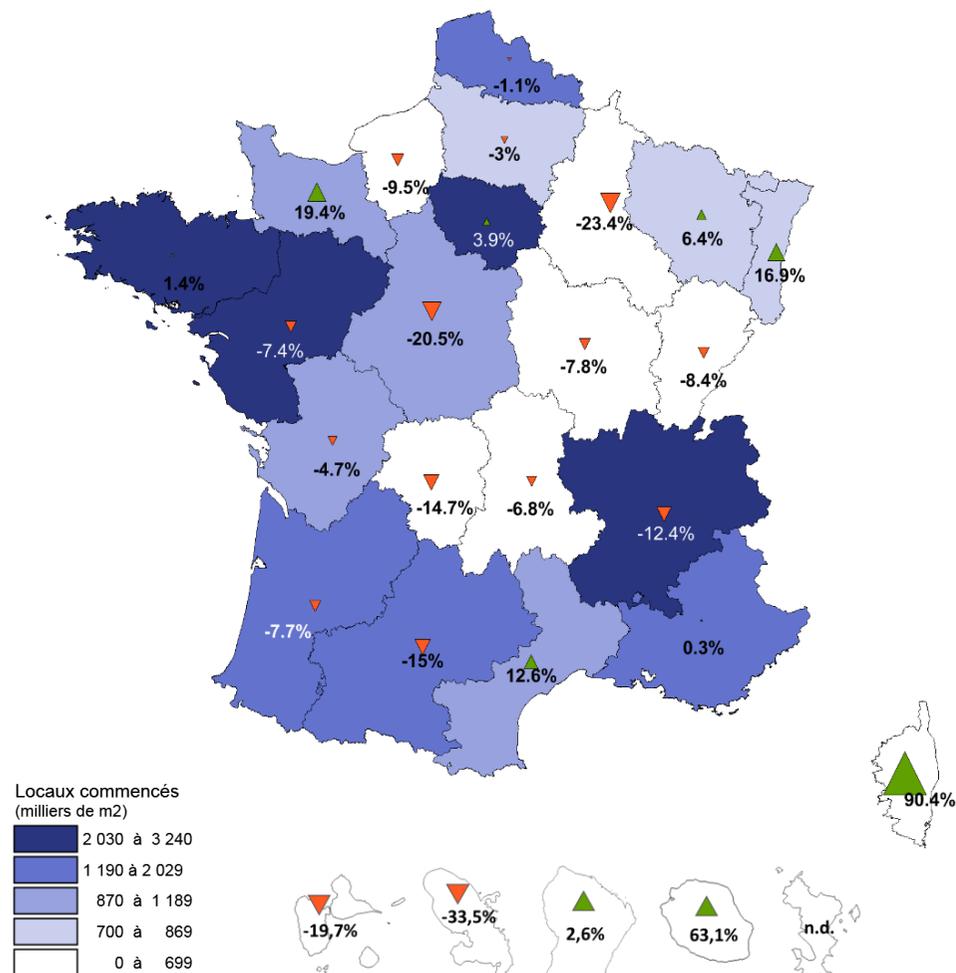
En France, poursuite du recul du nombre de locaux commencés et autorisés à fin août 2014.

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin août 2014 Cumul 12 mois - Évol 1 an		
Total locaux autorisés	38 548 mill. m ²	-9,2%	▼
Total locaux commencés	26 339 mill. m ²	-3,6%	▼

Dans les régions :

Les mises en chantier de bâtiments non résidentiels baissent dans plus deux régions sur trois à fin août 2014.

Locaux commencés
Sur 12 mois à fin août 2014, évol. 1 an

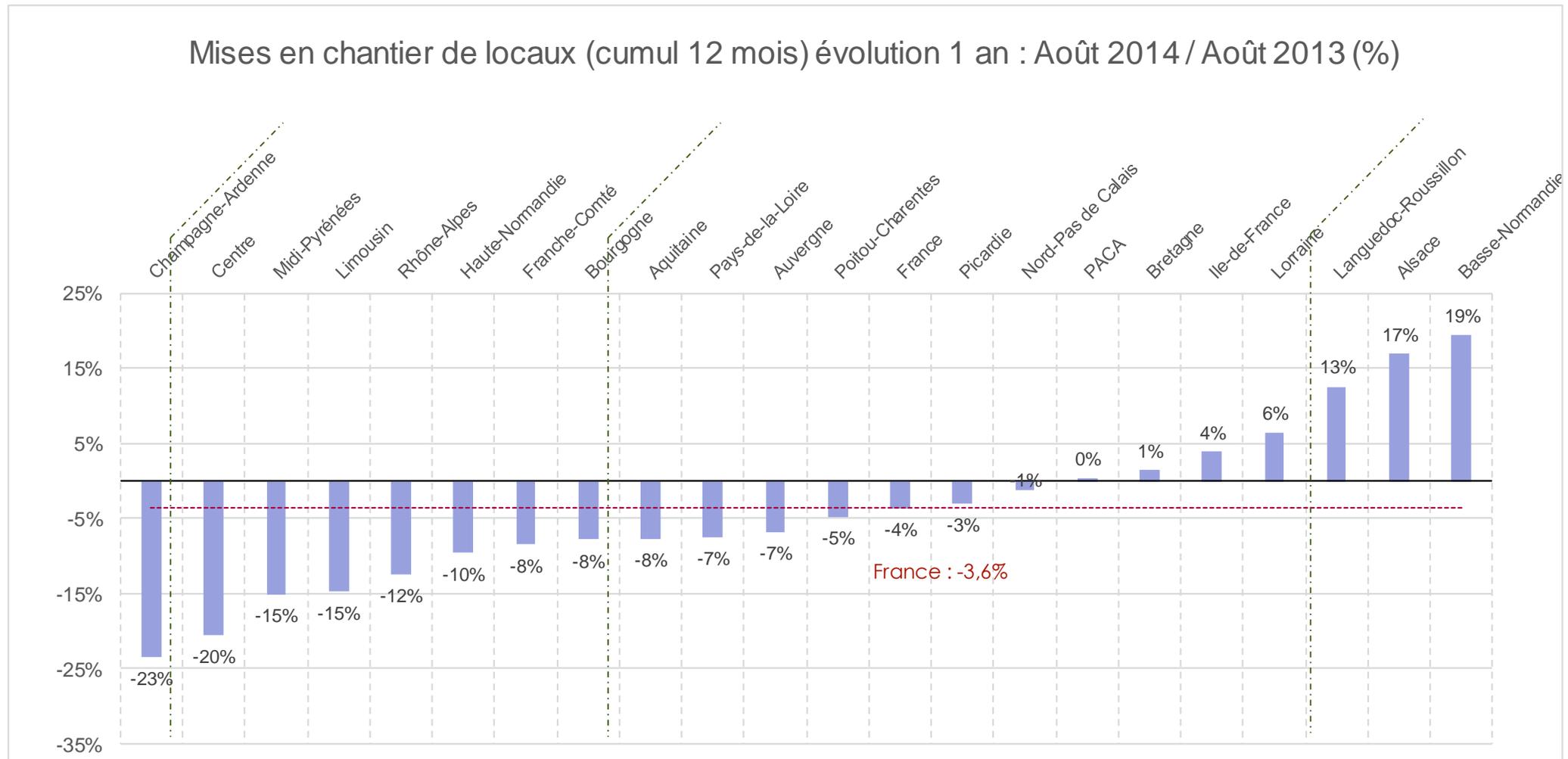


Source : Sit@del2 (données brutes)

Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Plus des deux tiers des régions sont impactées par la diminution des mises en chantier de locaux neufs

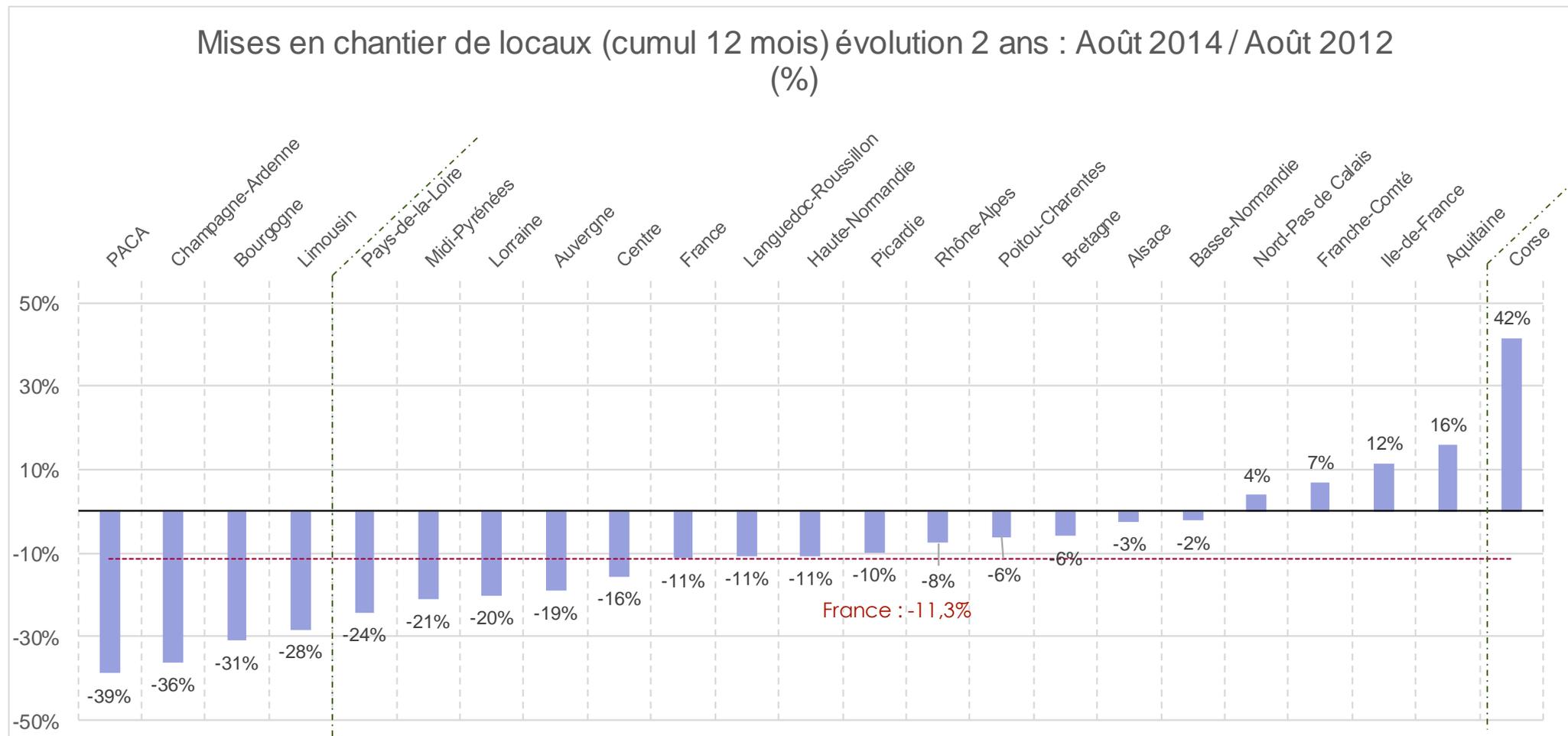


Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Sur les deux dernières années, le recul est encore plus marqué.



Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

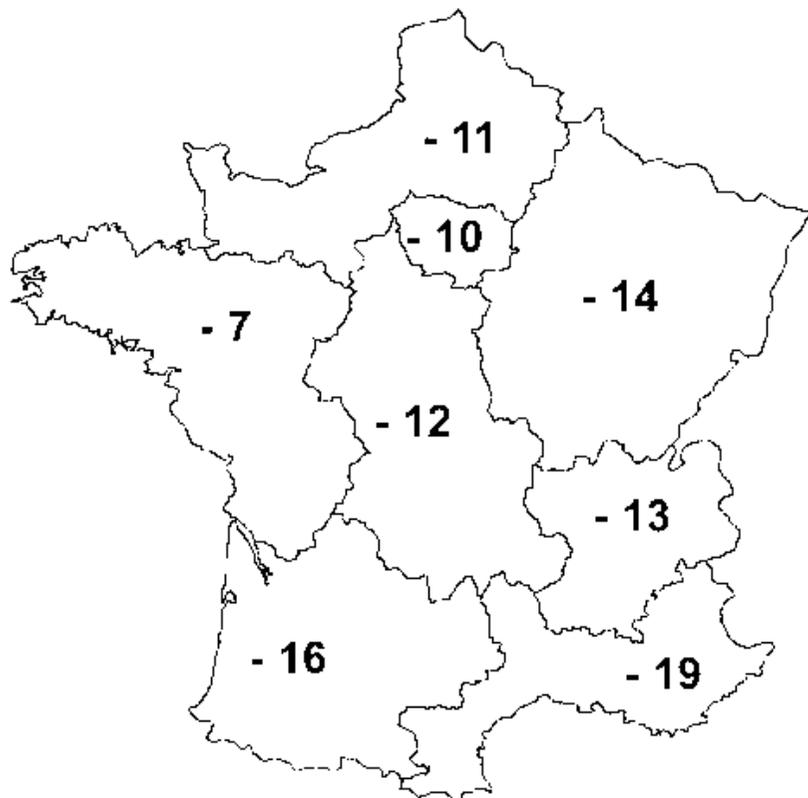
Comment évolue le marché de l'entretien-amélioration ?

France : L'activité d'entretien-rénovation est en baisse depuis fin 2011 ; une légère progression a été notée au 3^{ème} trimestre 2013.

Dans les régions : L'activité est moins dégradée dans les régions de l'ouest, plus en repli dans celles du sud

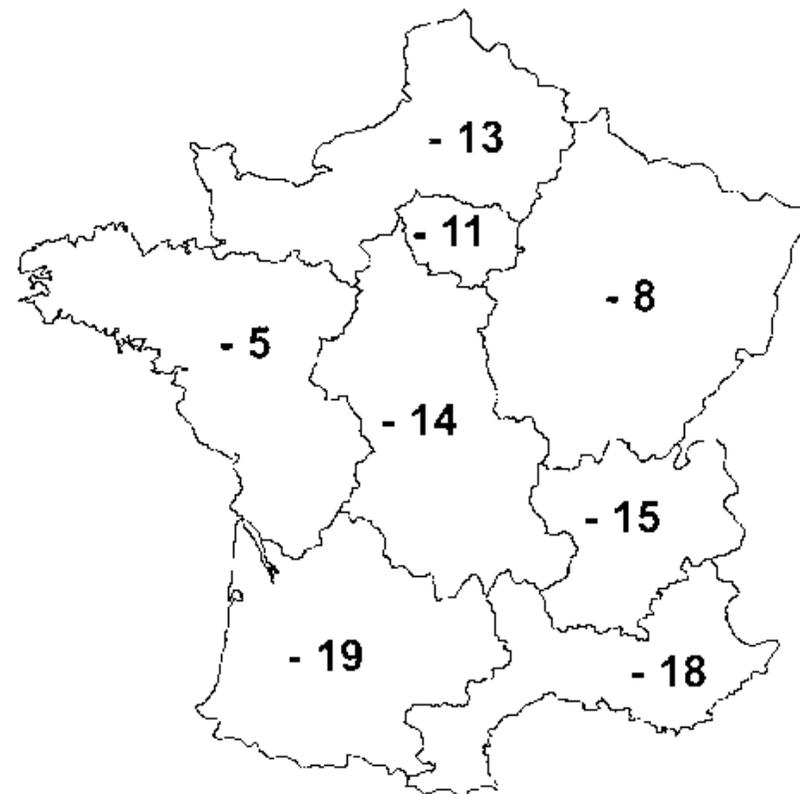
Evolution de l'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation de logements
3^{ème} trimestre 2013, evol. 1 an - solde d'opinion

France : -12



Evolution de l'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation du non résidentiel
3^{ème} trimestre 2013, evol. 1 an - solde d'opinion

France : -12



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

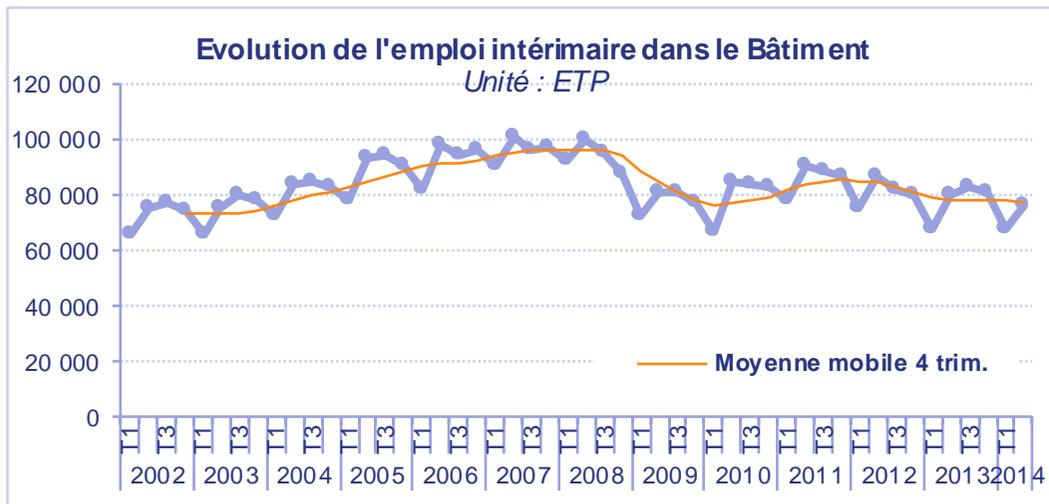
Source : MEDDE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

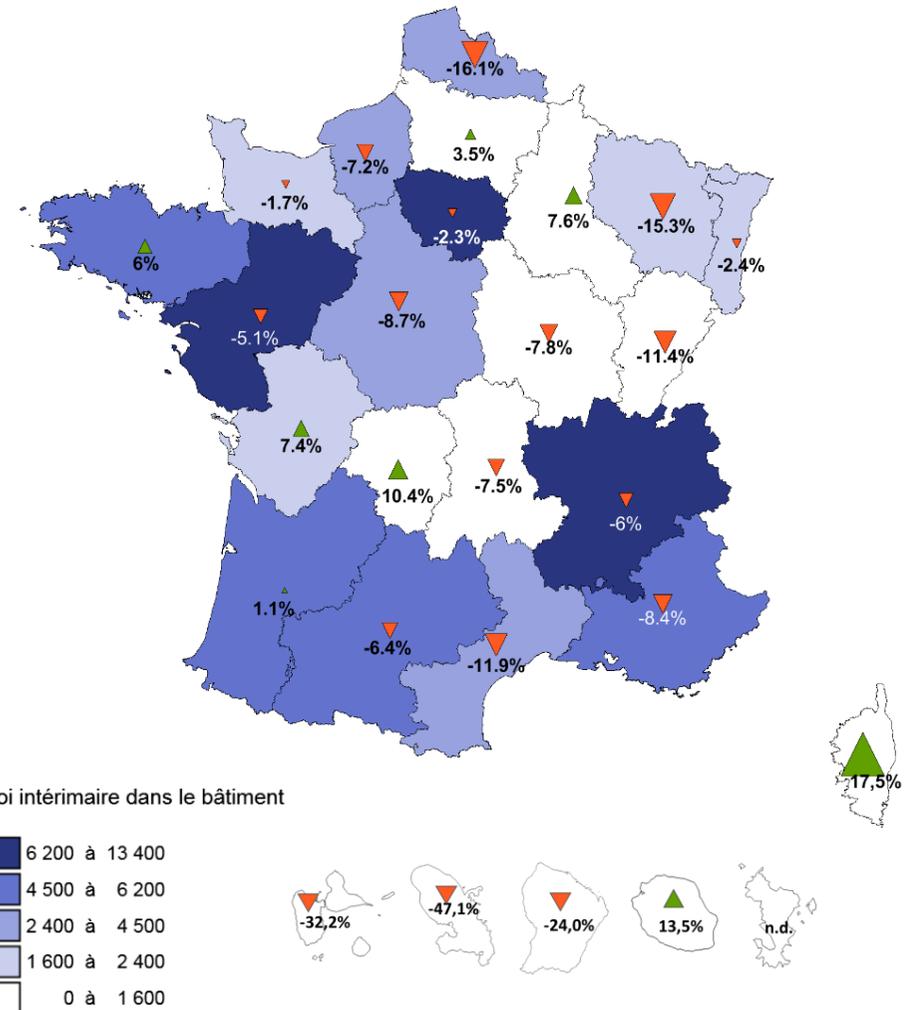
France : Réduction du recours à l'intérim dans le Bâtiment au 2^{ème} trimestre. 76 928 ETP intérimaires ont été enregistrés, soit une baisse de -4,7% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Régions : L'emploi intérimaire dans le Bâtiment a diminué dans les deux tiers des régions.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	2 ^o trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment	76 928 ETP	-4,7%	▼



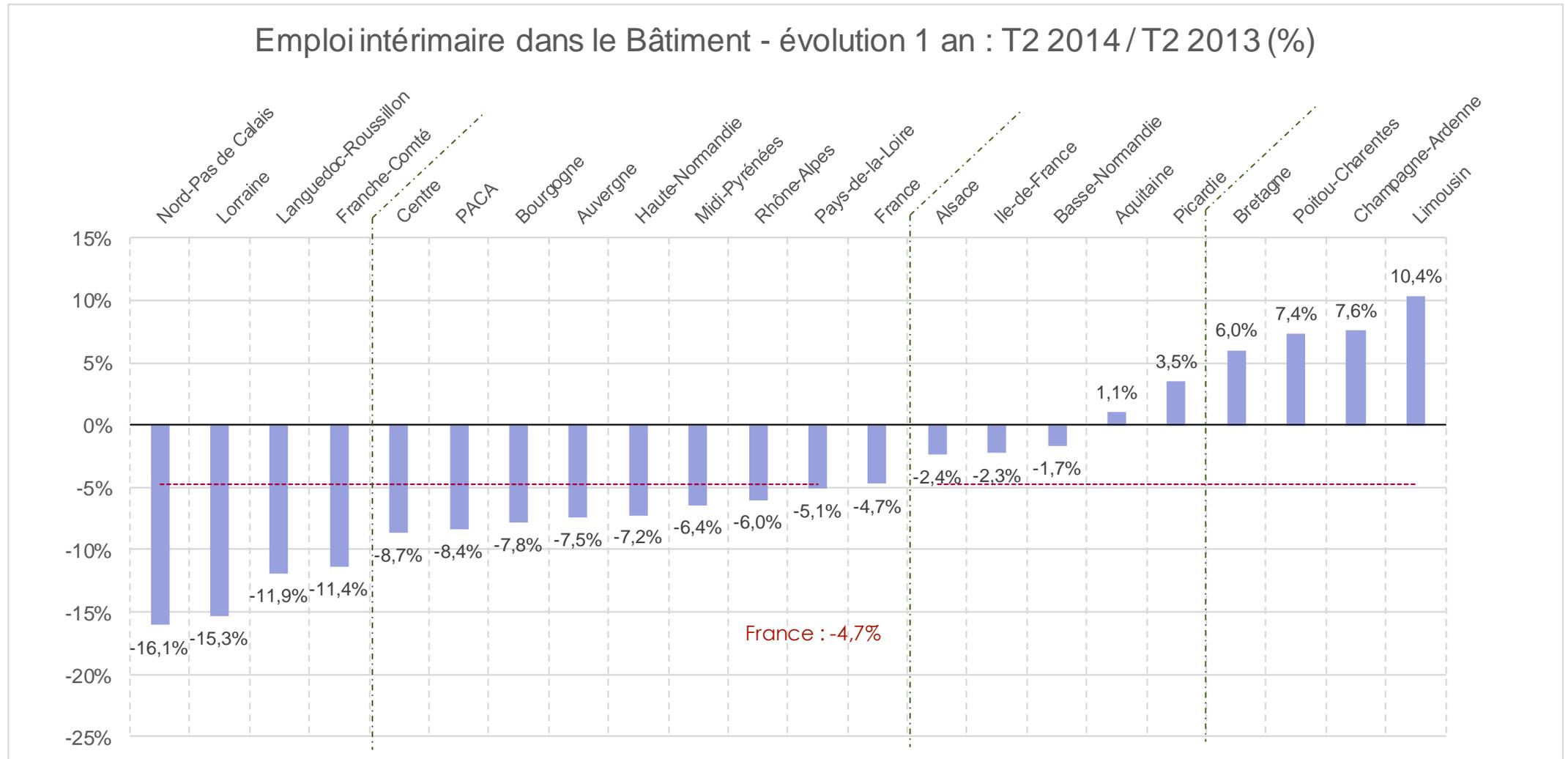
Emploi intérimaire dans le bâtiment
2^{ème} trimestre 2014, évol. 1 an



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

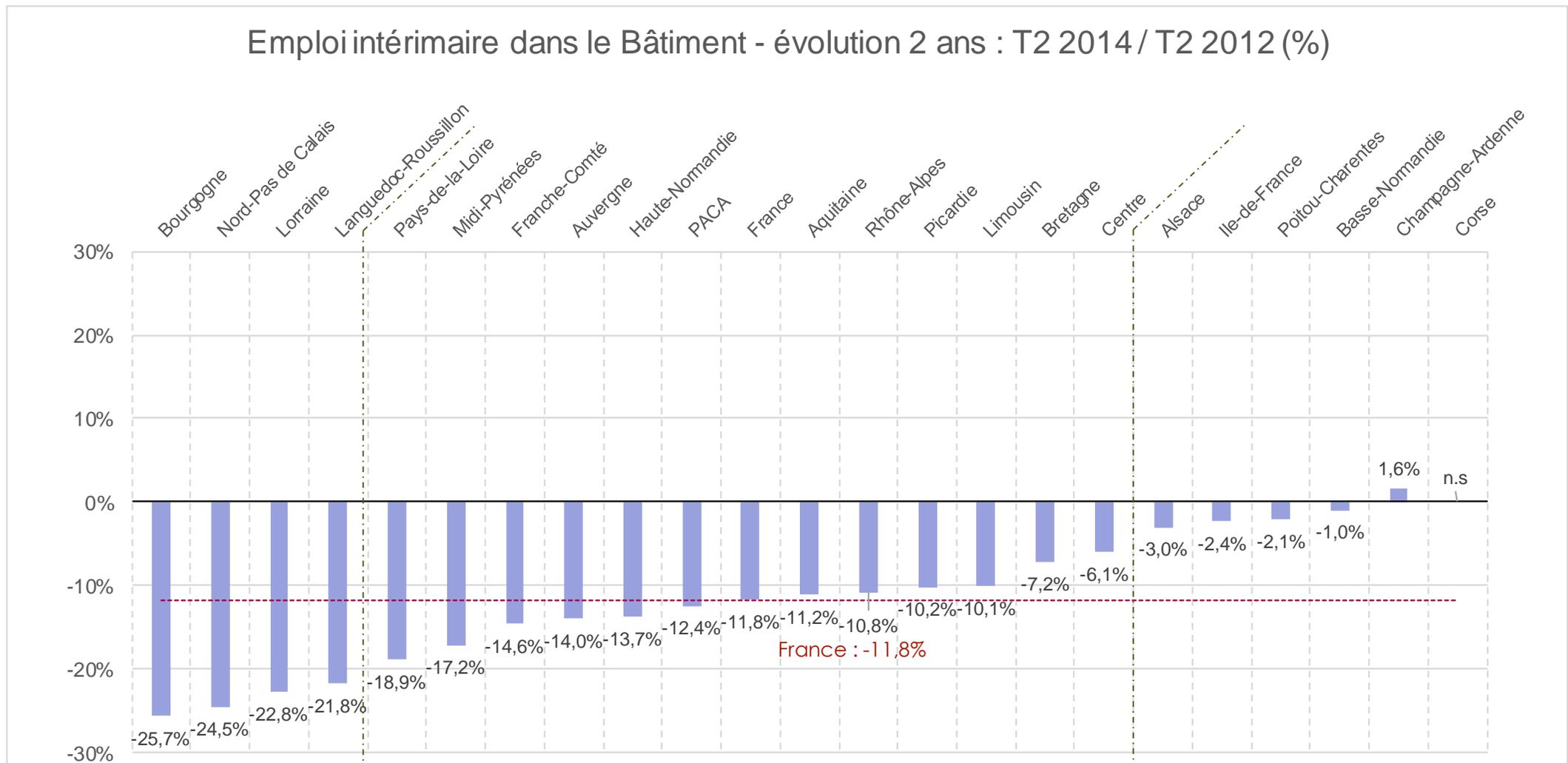
Seules 6 régions enregistrent une hausse de l'emploi intérimaire au 2^{ème} trimestre 2014.



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

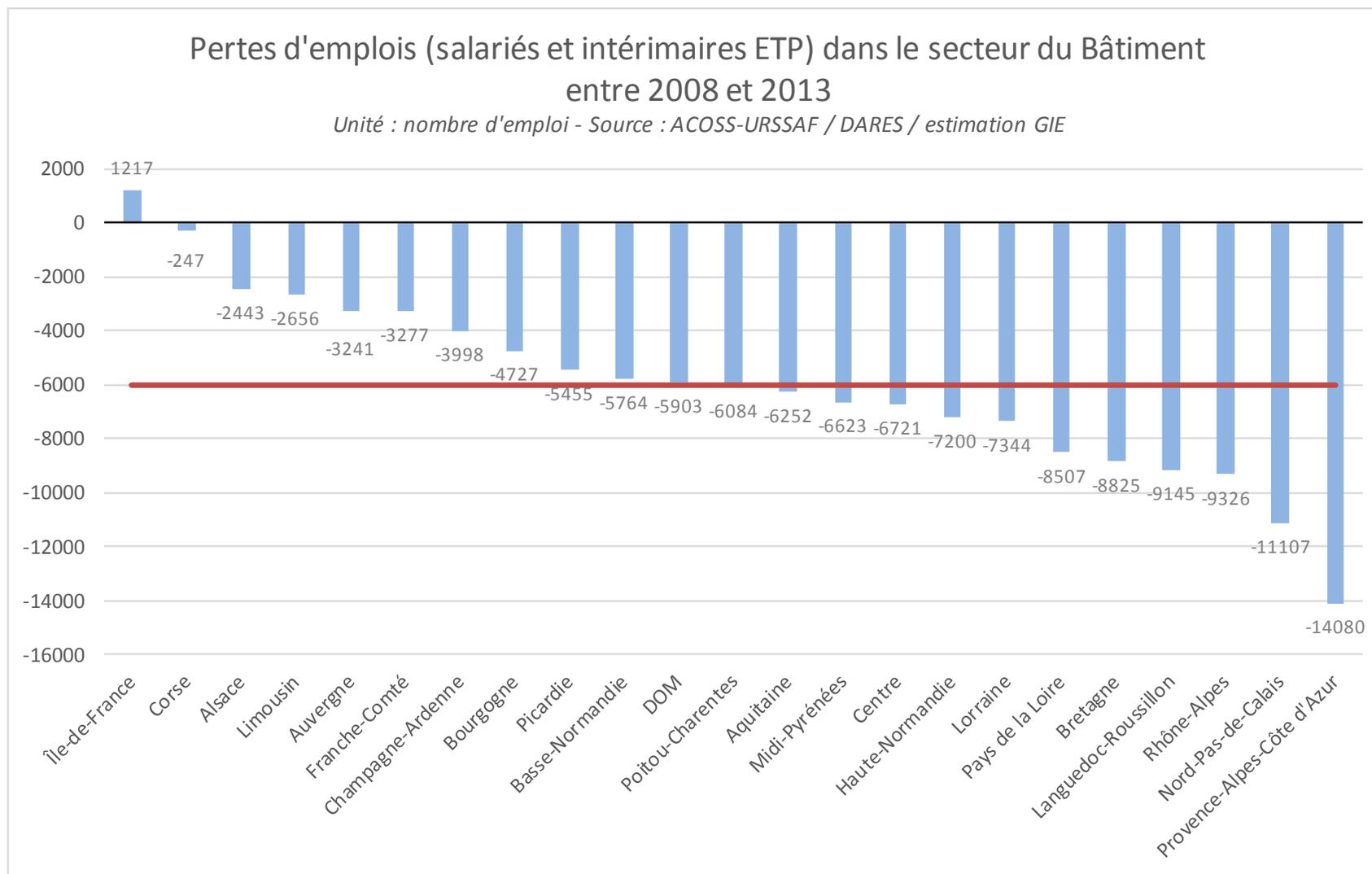
Pour le 2^{ème} trimestre 2014, les entreprises de Bâtiment ont réduit leur recours à l'intérim dans la quasi-totalité des régions par rapport à la même période en 2012.



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines .
L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

... pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur du Bâtiment dans les régions



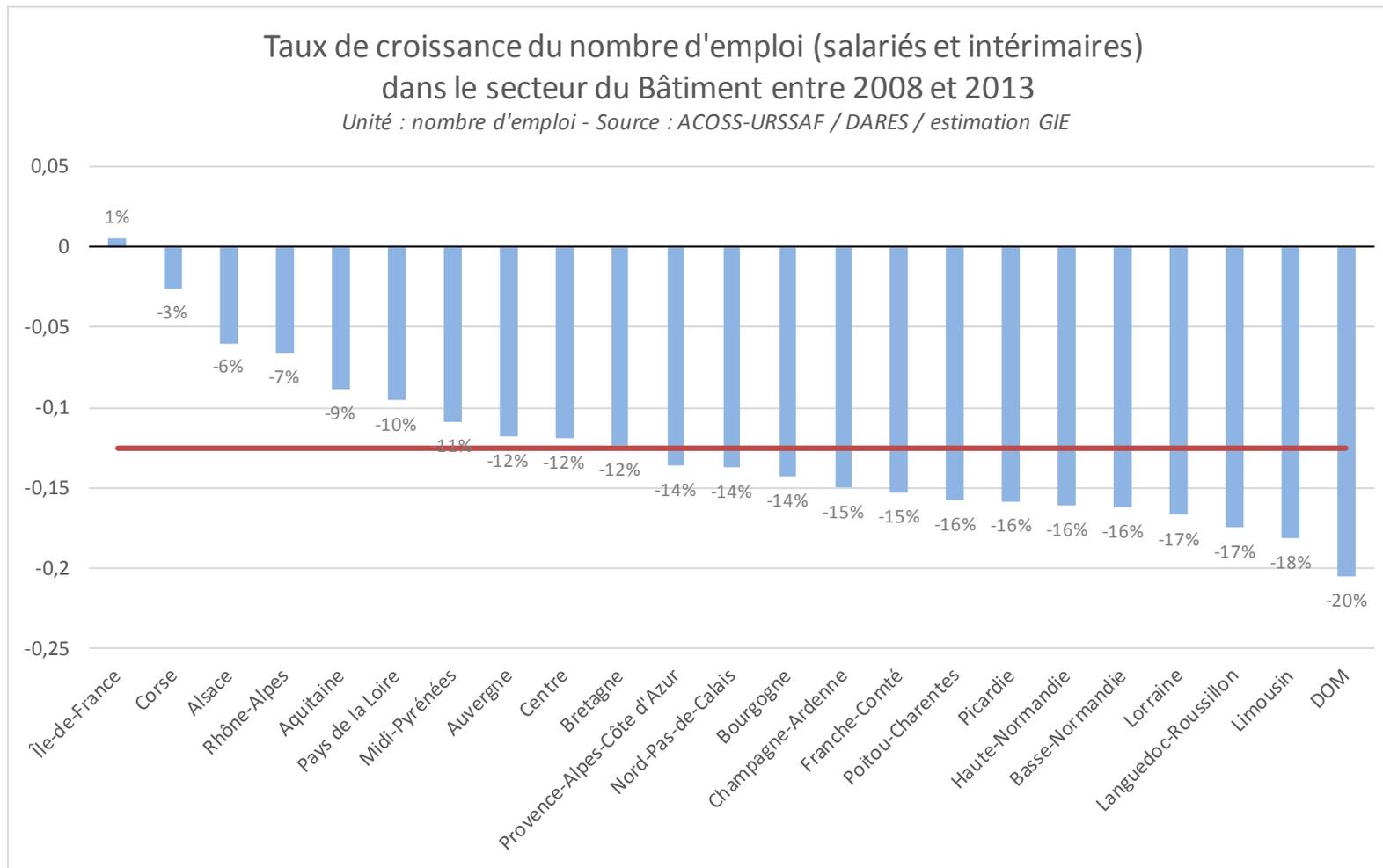
La majorité des régions enregistre des pertes d'emploi brutes dans le secteur du Bâtiment entre 2008 et 2013.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines
Estimations GIE



Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

... pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur du Bâtiment dans les régions



En termes de taux de croissance, la situation est hétérogène dans le pays.

L'Île-de-France est la seule région qui affiche une croissance du nombre d'emplois sur la période. Les régions Corse, Alsace, Rhône-Alpes, Aquitaine et Pays de la Loire ressortent les moins touchées par les pertes d'emplois. A l'inverse, les DOM, le Limousin, le Languedoc-Roussillon et la Lorraine sont les régions qui subissent les plus fortes baisses.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines
Estimations GIE



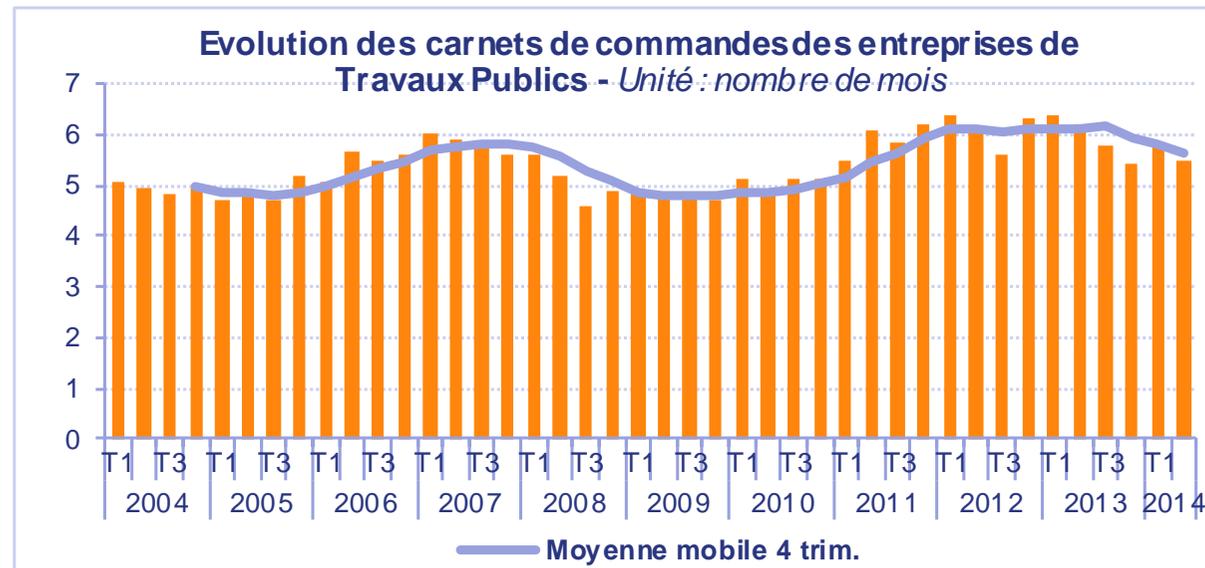
Les Travaux Publics

Comparaisons inter-régionales

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

France : En ce milieu d'année 2014, les chefs d'entreprises de travaux publics indiquent une baisse de leurs carnets de commandes.

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2014 - Evol 1 an		
Carnets de commandes	5,5 mois	-0,7 mois	▼

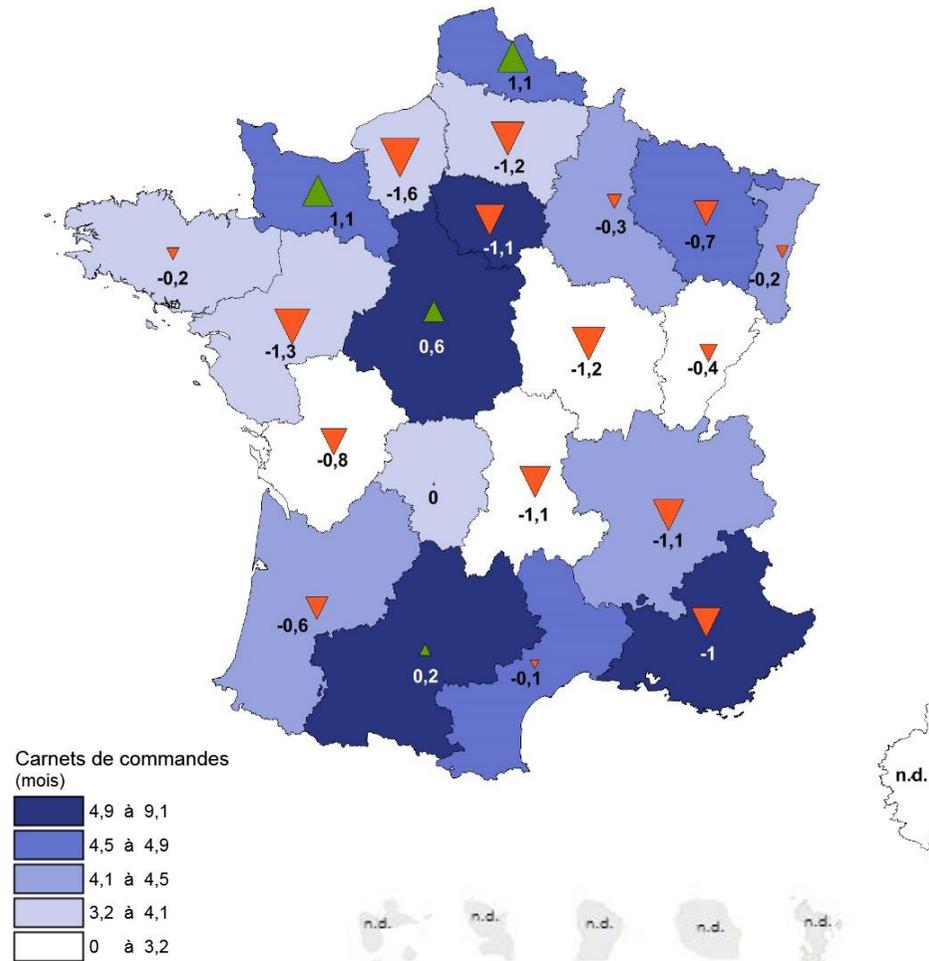


Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

Tout comme au niveau national, les carnets de commandes des travaux publics se dégarnissent dans trois-quarts des régions, selon les chefs d'entreprises.

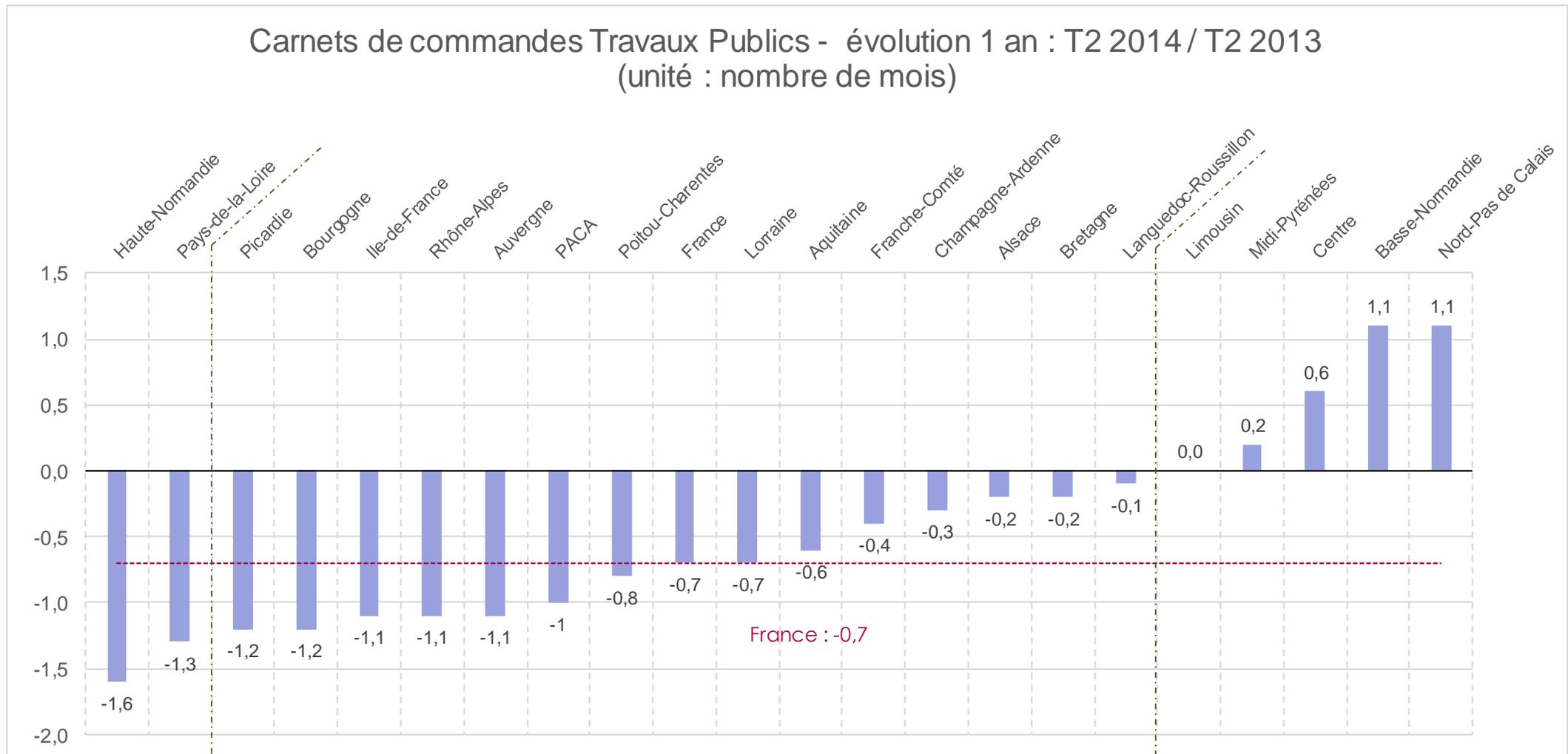
Carnets de commandes - 2^{ème} trimestre , évol. 1 an (mois)



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

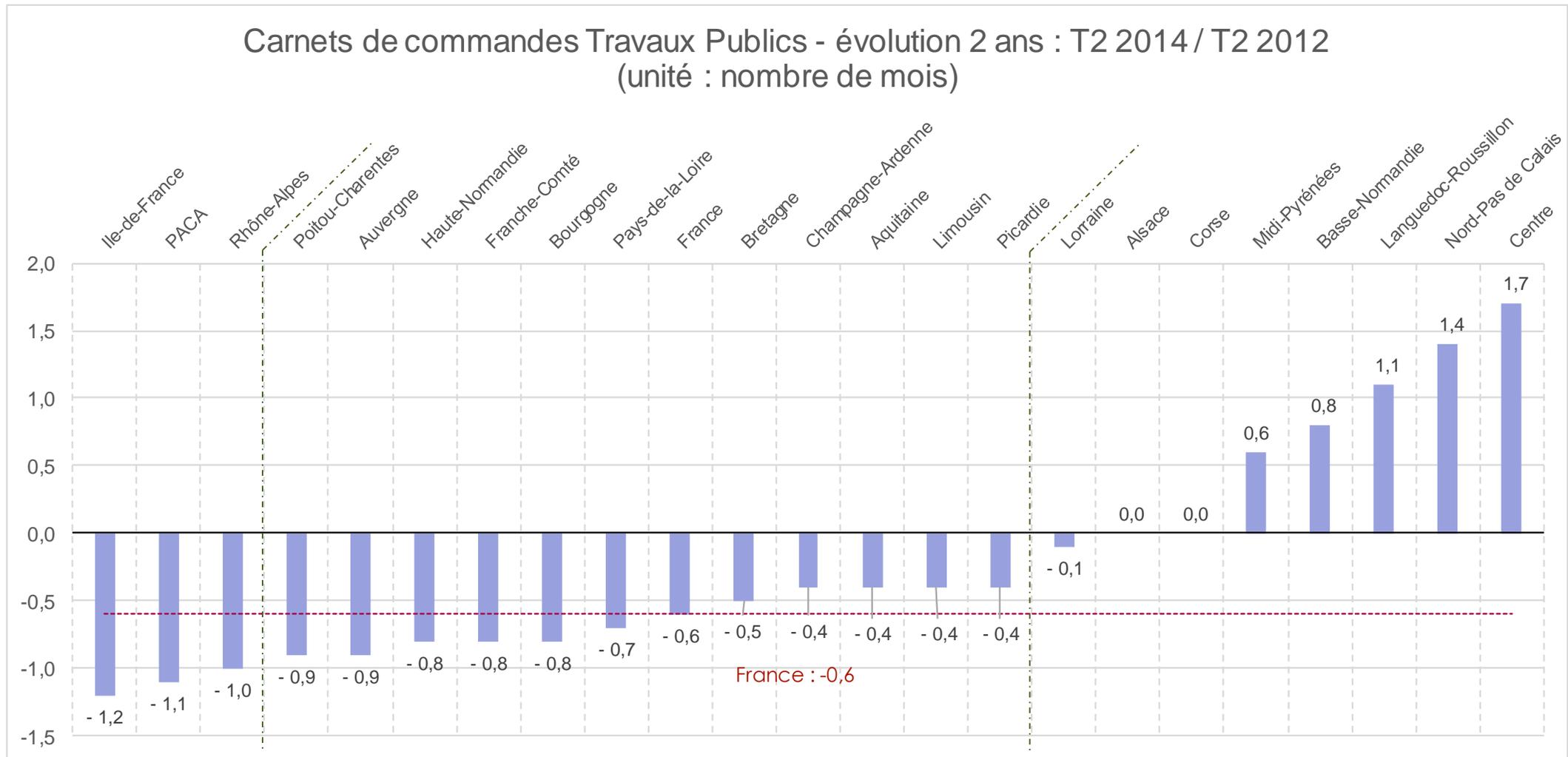
L'opinion des chefs d'entreprises reste pessimiste et suit la tendance nationale dans la majorité des régions au 2ème trimestre 2014 par rapport au 2ème trimestre 2013.



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

La même tendance émerge sur les deux dernières années mais les chefs d'entreprises sont plus optimistes dans une région sur quatre par rapport au 2^{ème} trimestre en 2012



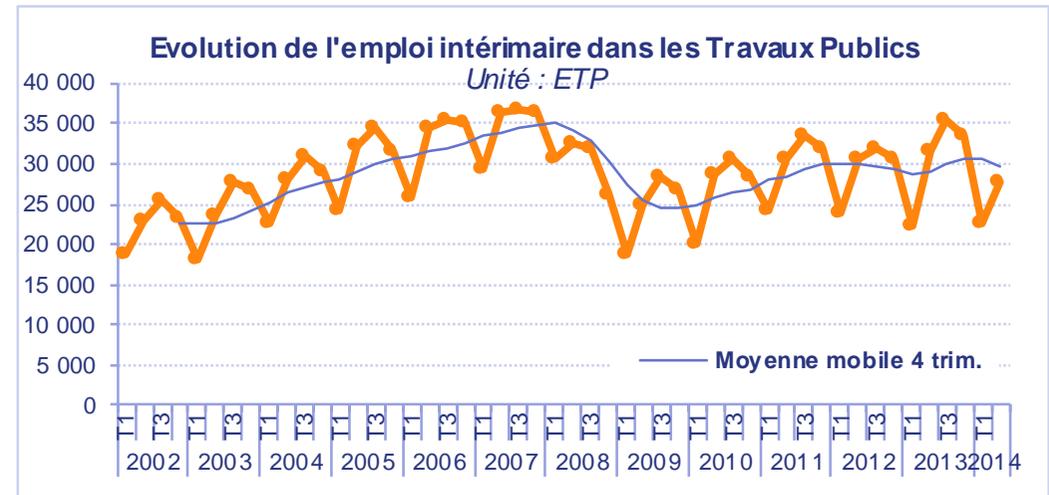
Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

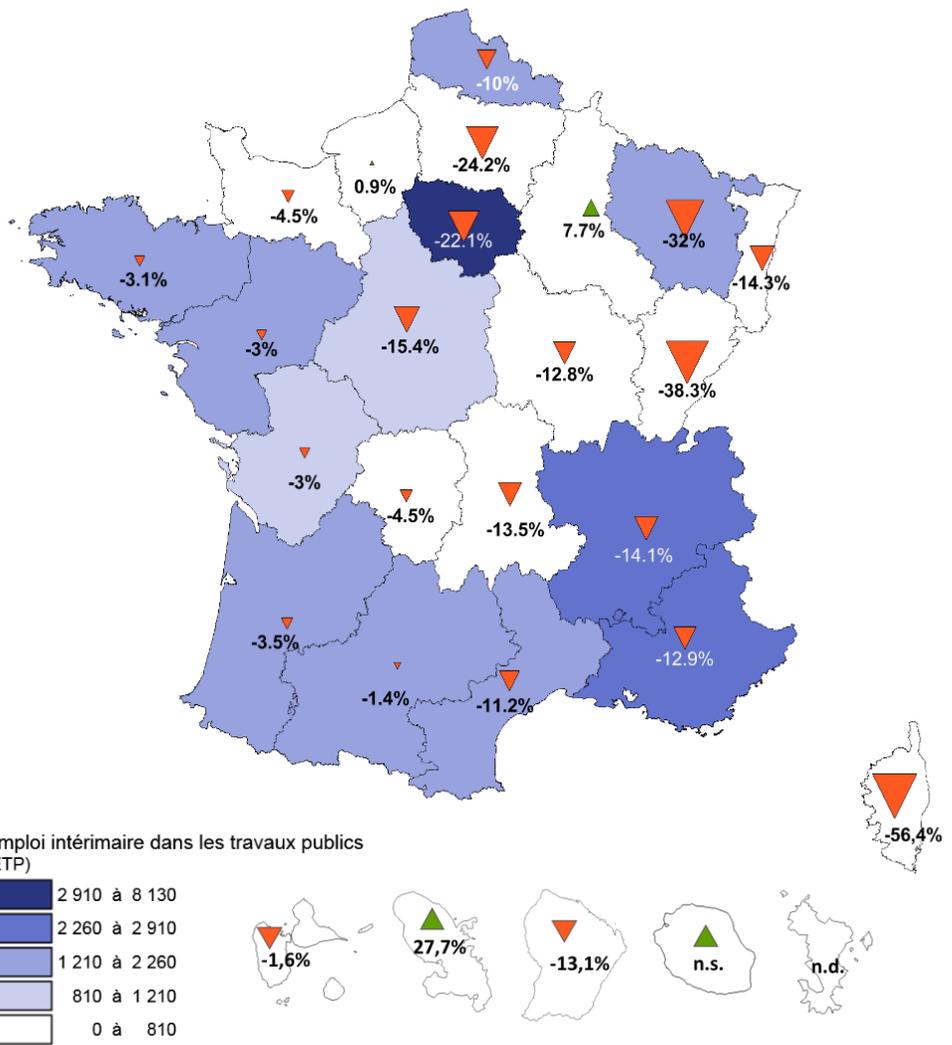
France : Pour la première fois depuis 2013, l'emploi intérimaire diminue dans les Travaux Publics au 2^{ème} trimestre 2014. 27 584 ETP ont été enregistrés, soit une baisse de -12,6% sur un an.

Régions : L'emploi intérimaire dans les Travaux Publics chute dans la quasi-totalité des régions au 2^{ème} trimestre.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	2 ^o trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérimaires Travaux Publics	27 584 ETP	-12,6%	▼



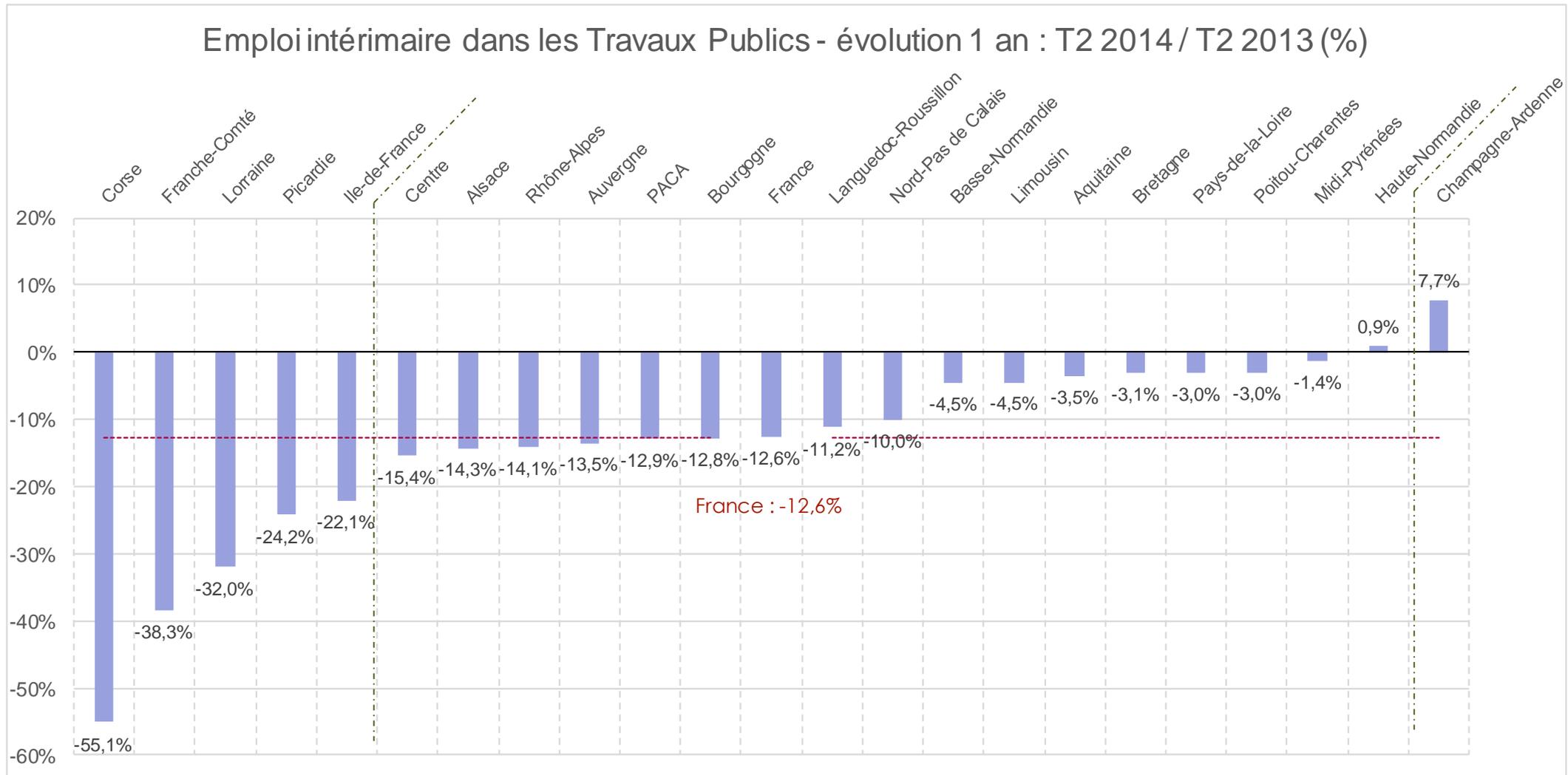
Emploi intérimaire dans les Travaux Publics
2^{ème} trimestre 2014, évol. 1 an



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

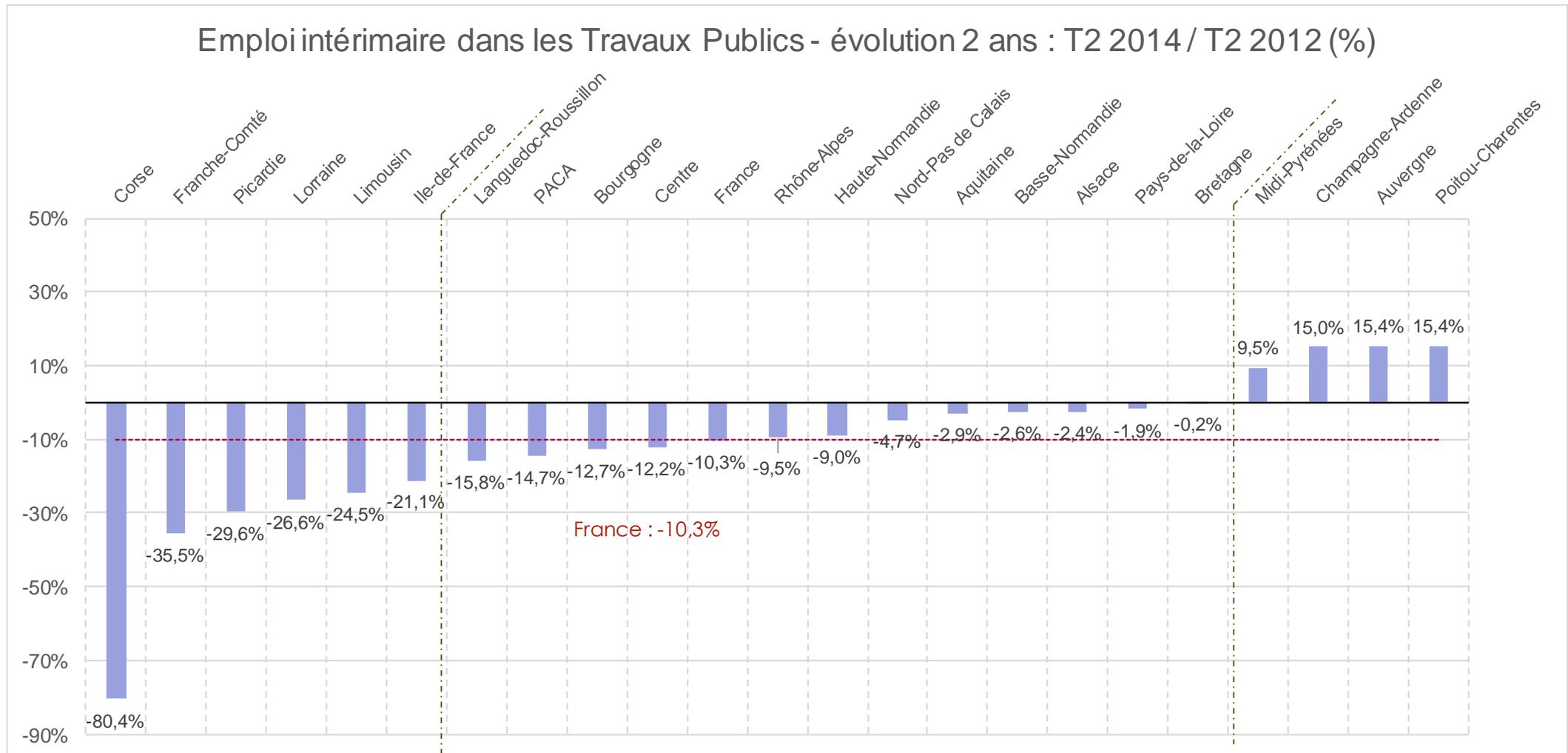
Le recours à l'intérim chute sur l'ensemble du territoire. Seule la région Champagne-Ardenne a enregistré une hausse sur un an.



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

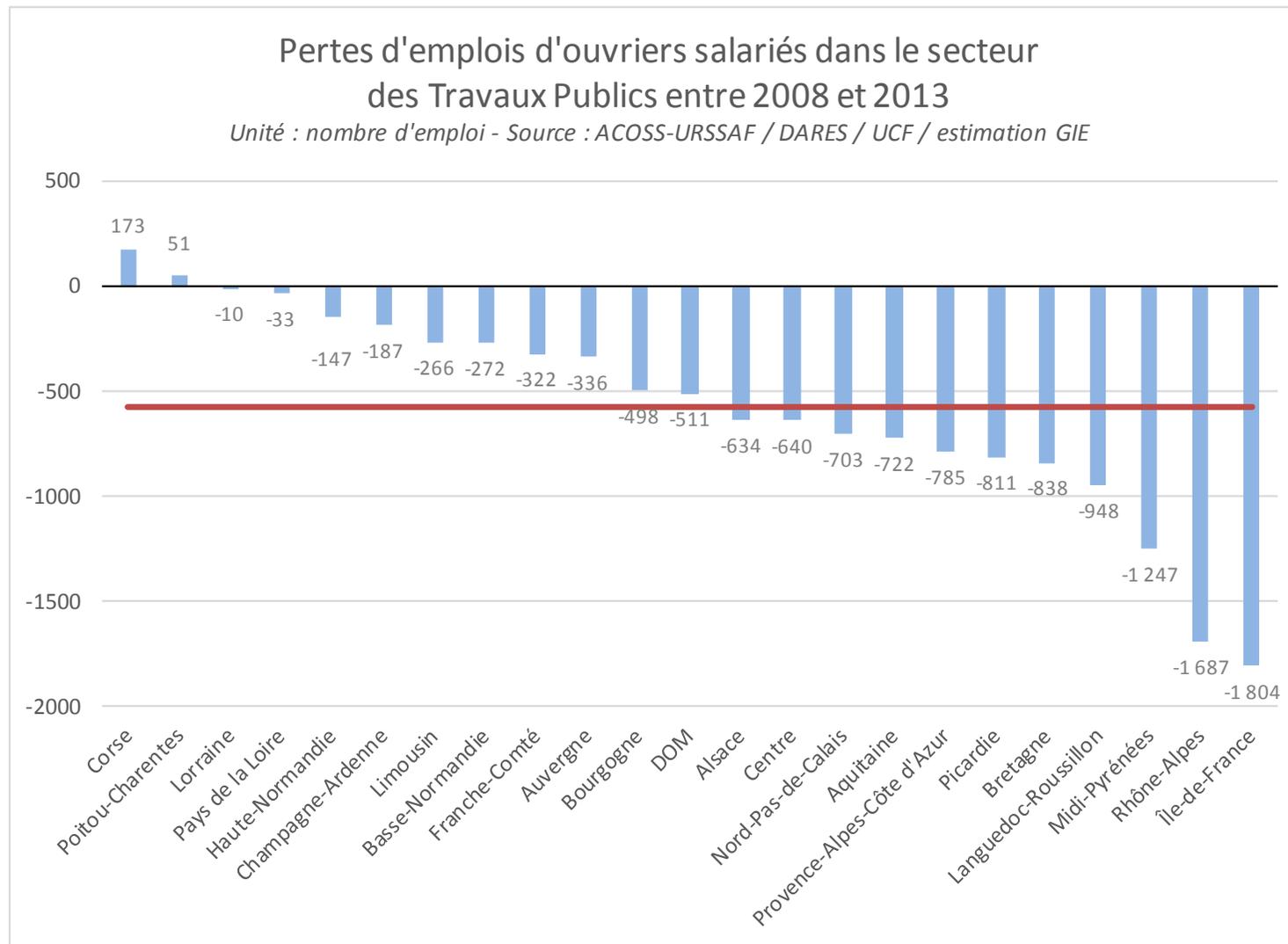
Sur deux ans, la diminution de l'emploi intérimaire impacte 80% des régions.



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

...pertes d'emploi d'ouvriers (hors intérimaires) dans le secteur des Travaux Publics dans les régions

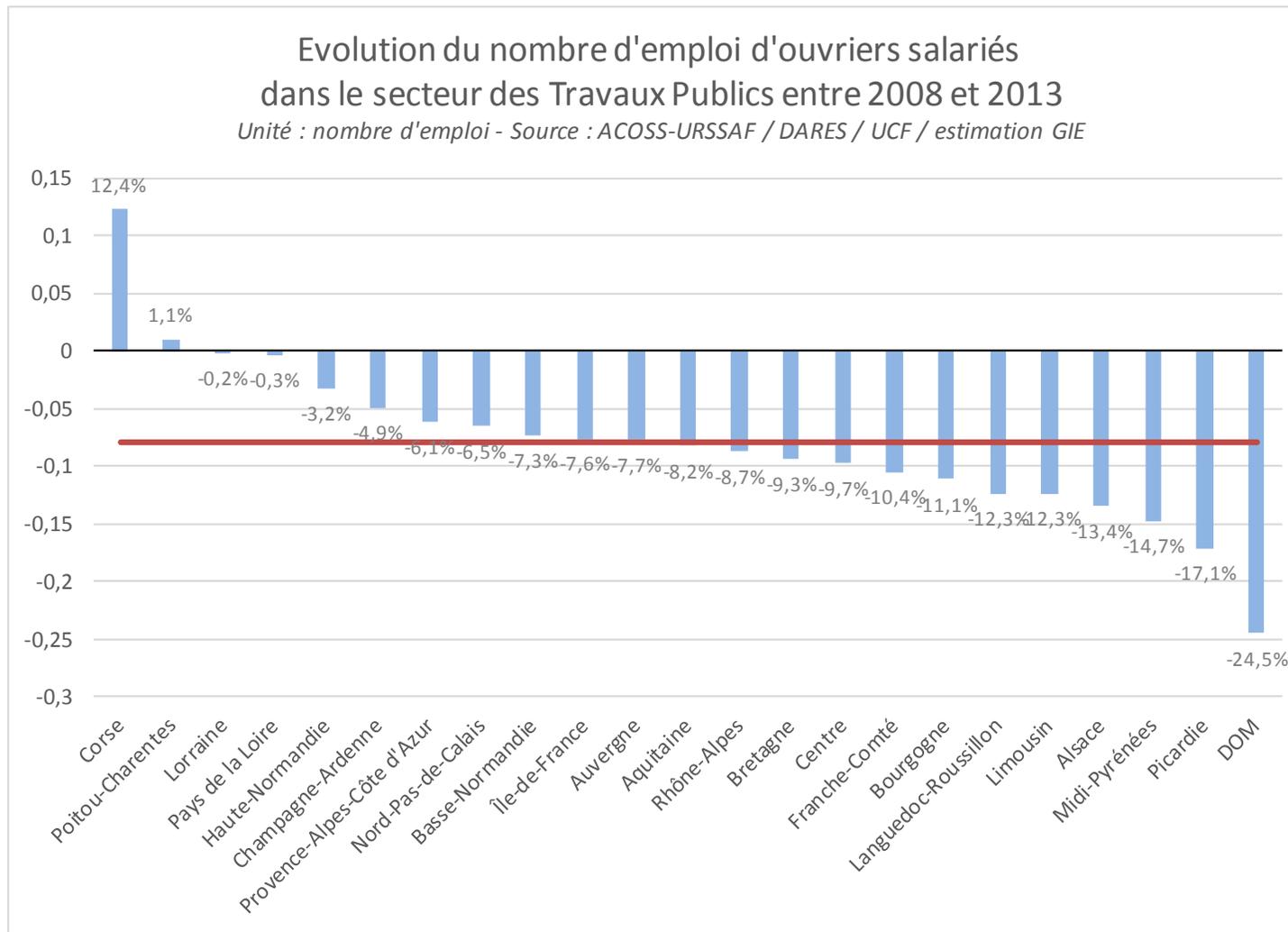


La majorité des régions enregistre des pertes d'emploi brutes d'ouvriers salariés dans le secteur des Travaux Publics entre 2008 et 2013. Seules la Corse et Poitou-Charentes déclarent un solde positif.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines.
Estimations GIE

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

...pertes d'emploi d'ouvriers (hors intérimaires) dans le secteur des Travaux Publics dans les régions



En termes de taux de croissance, les constats sont les mêmes avec la Corse et Poitou-Charentes qui sont les seules à enregistrer une croissance sur la période.
Les régions Lorraine, Pays de la Loire, Haute-Normandie et Champagne-Ardenne sont celles qui se montrent les moins touchées par les pertes d'emplois. A l'inverse, les DOM, la Picardie, Midi-Pyrénées et Alsace sont les régions qui subissent les plus fortes baisses du nombre d'emploi.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Afin de s'aligner avec les recommandations de la DARES, les effectifs ETP sont désormais basés sur 52 semaines.
Estimations GIE

Les Matériaux

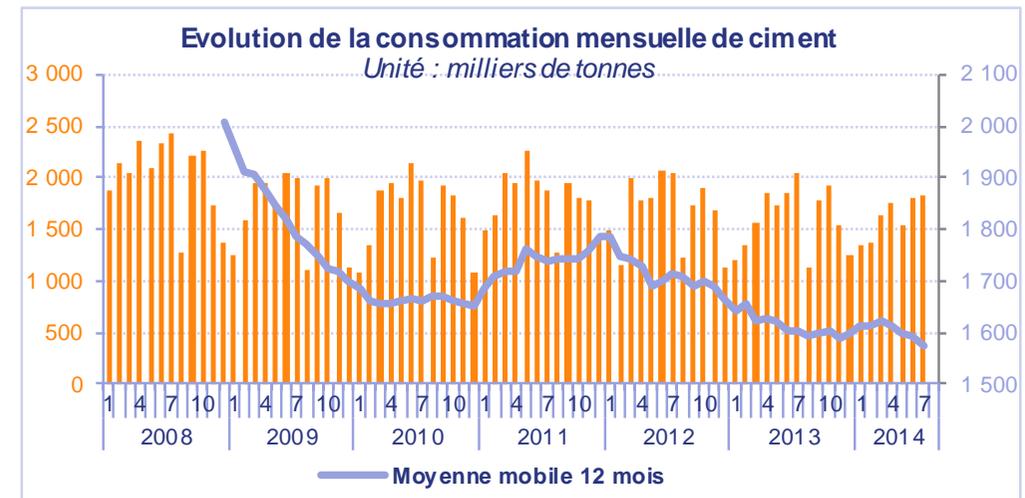
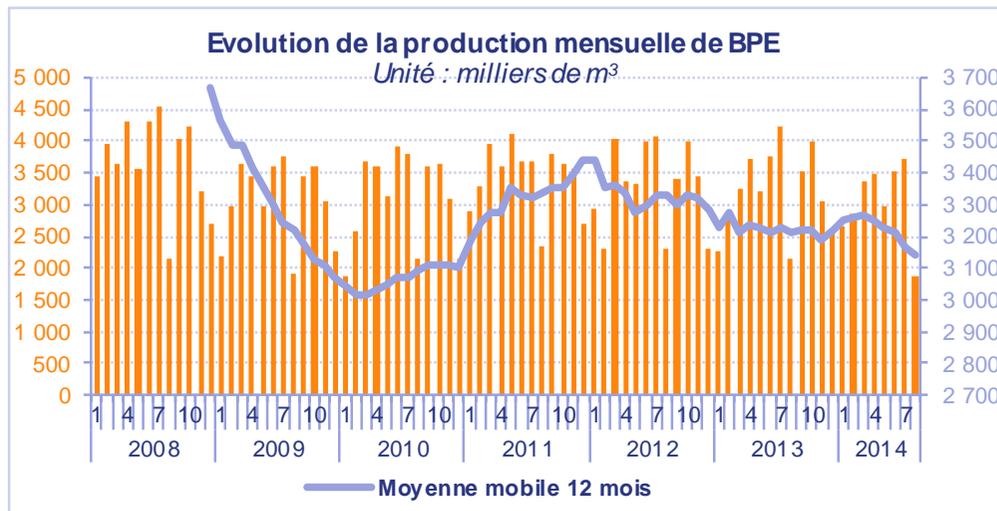
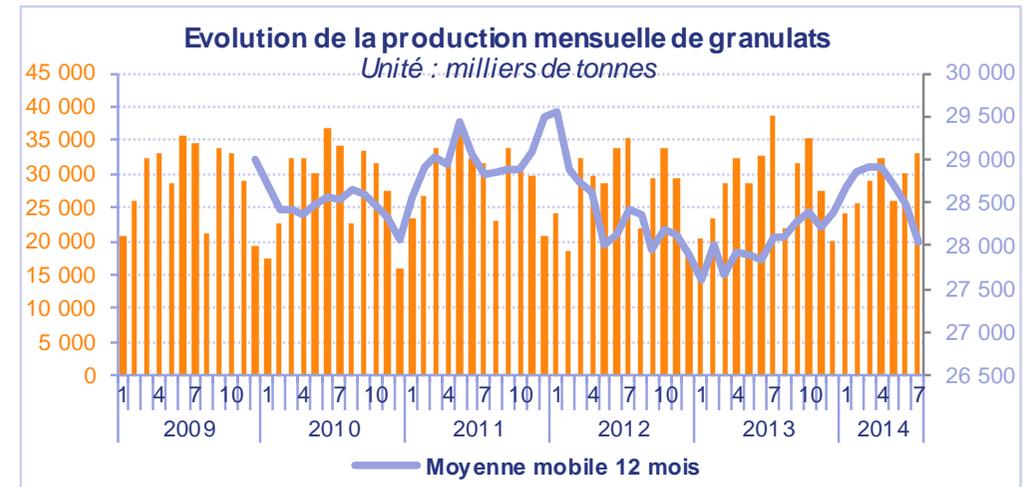
Comparaisons inter-régionales

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

France : Accentuation de la baisse des productions de BPE (-3,7%) et de granulats (-2,1%) pour le début du 2nd semestre. La consommation de ciment recule également (-2,9%).

La production de matériaux Depuis le début de l'année - Evol 1 an

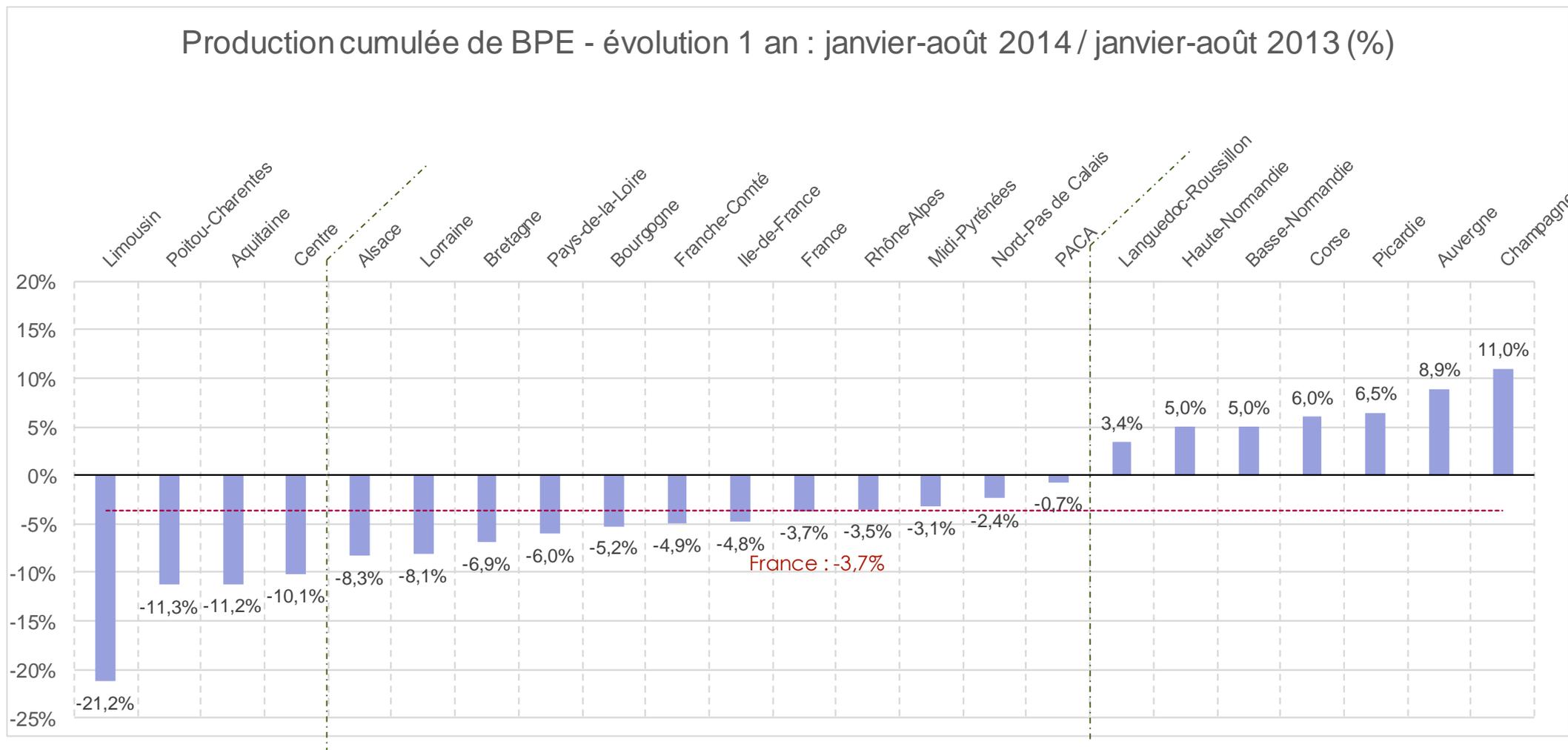
Prod. BPE entre janv. et aout 2014	24 468 316 m ³	-3,7%	▼
Prod. Granulats entre janv. et juil. 2014	200 370 kt	-2,1%	▼
Conso Ciment entre janv. et juil. 2014	11 260 kt	-2,9%	▼



Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

La production de BPE est en recul dans plus de deux tiers des régions.



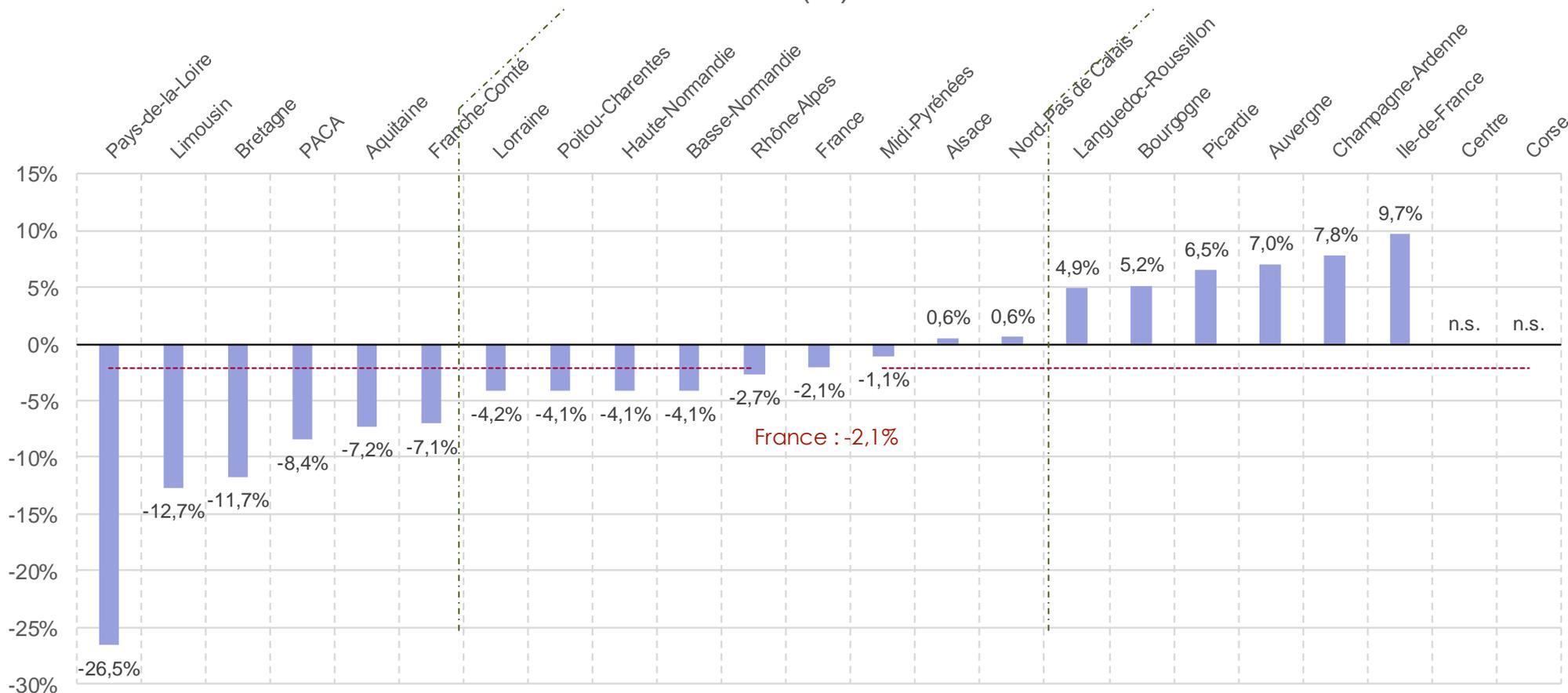
Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie ; Provence-Alpes-Côte d'Azur inclut les données de la Corse.

Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Le repli de la production de granulats s'étend sur plus de la moitié du territoire. L'évolution est assez hétérogène selon les régions.

Production cumulée de granulats - évolution 1 an : janvier-juillet 2014 / janvier-juillet 2013 (%)



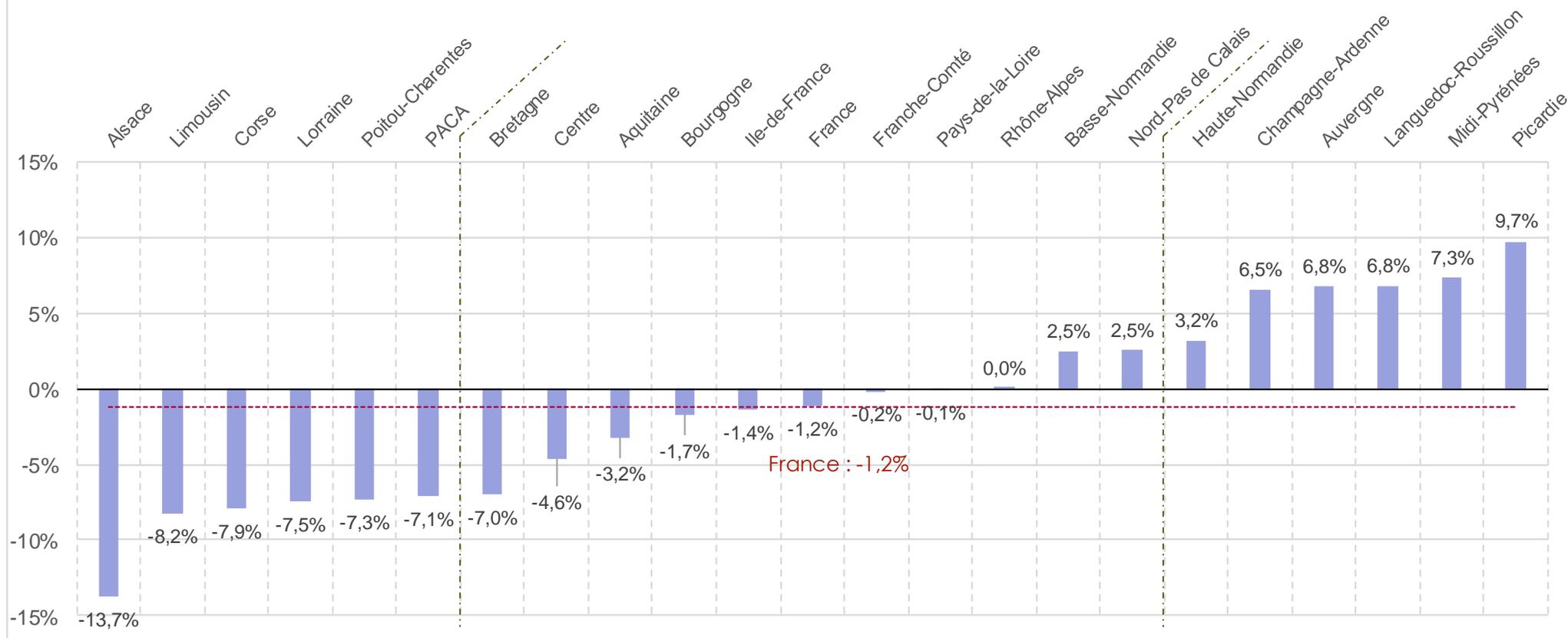
Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie.

Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

La consommation de ciment augmente dans deux régions sur trois et de manière sensible dans près d'une région sur deux.

Consommation cumulée de ciment
évolution 1 an : janvier-juillet 2014 / janvier-juillet 2013 (%)



Sources : SFIC (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

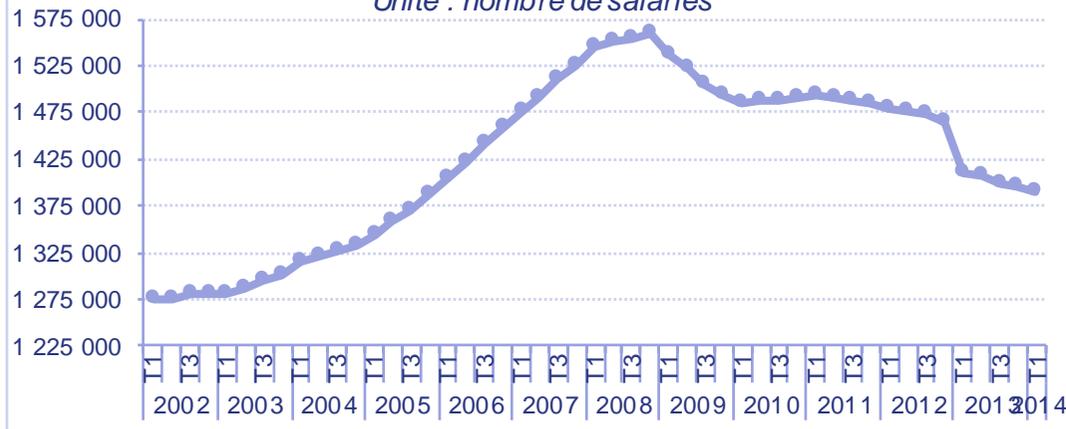
L'emploi et le tissu d'entreprises dans la Construction Comparaisons inter-régionales

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

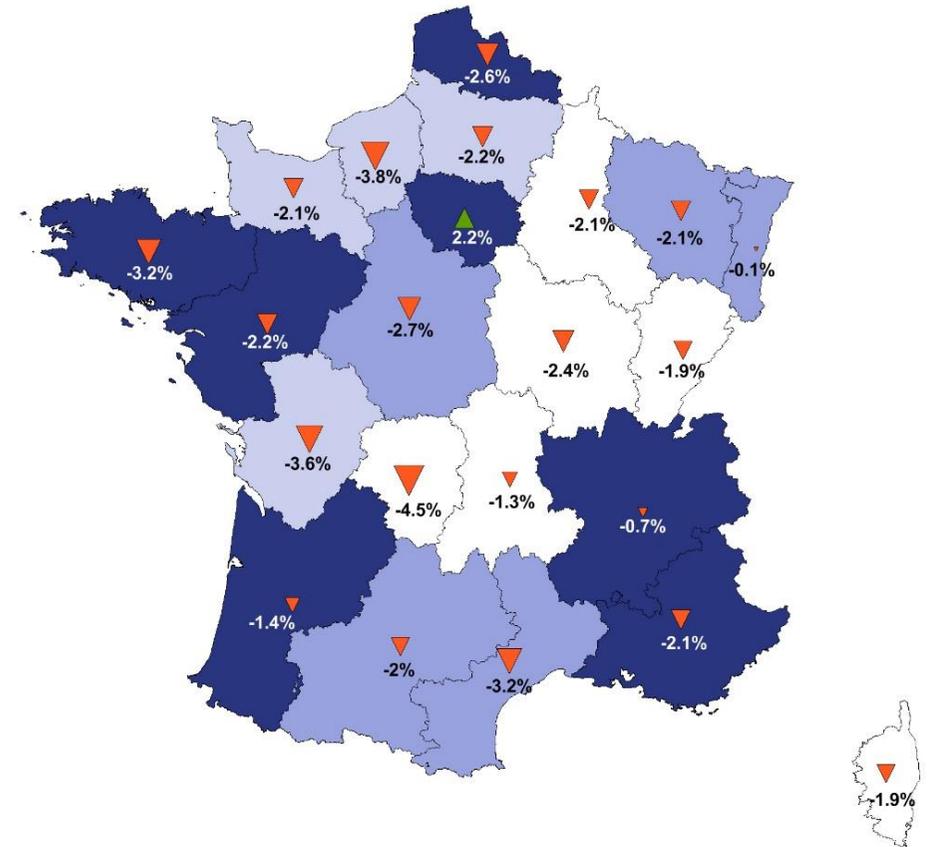
France : 1 434 841 salariés dans le secteur de la construction au 1er trimestre 2014, une baisse de 1,2% par rapport au 1er trimestre 2013.

Régions : L'emploi salarié est en baisse dans presque toutes les régions au 1er trimestre 2014.

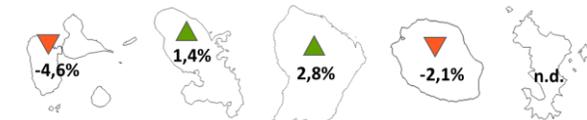
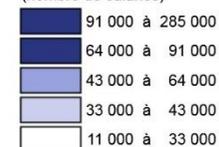
Evolution de l'emploi privé dans la Construction
Unité : nombre de salariés



Emploi salarié dans la construction
1er trimestre 2014, évol. 1 an



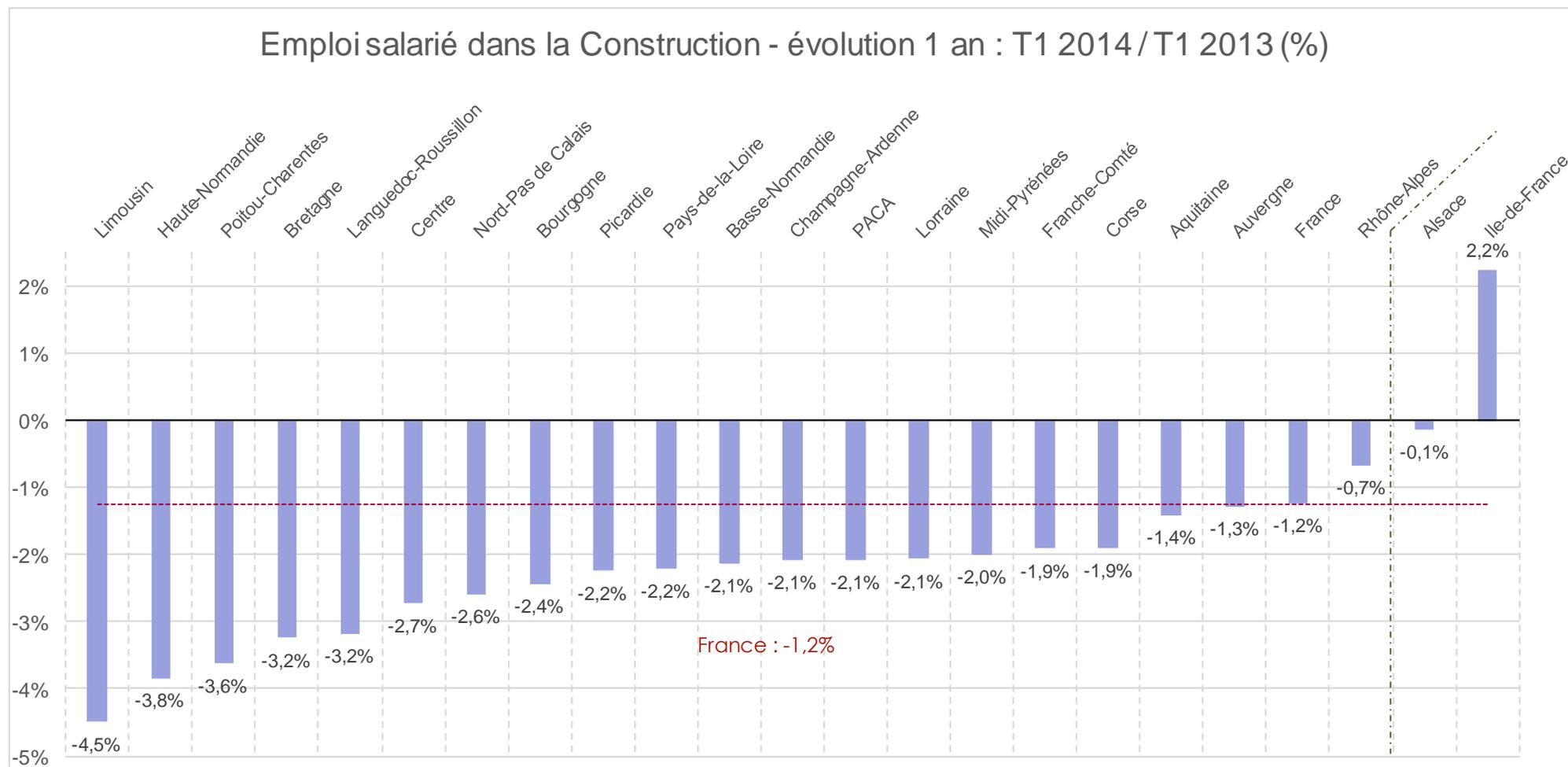
Emploi salarié dans la construction
(nombre de salariés)



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

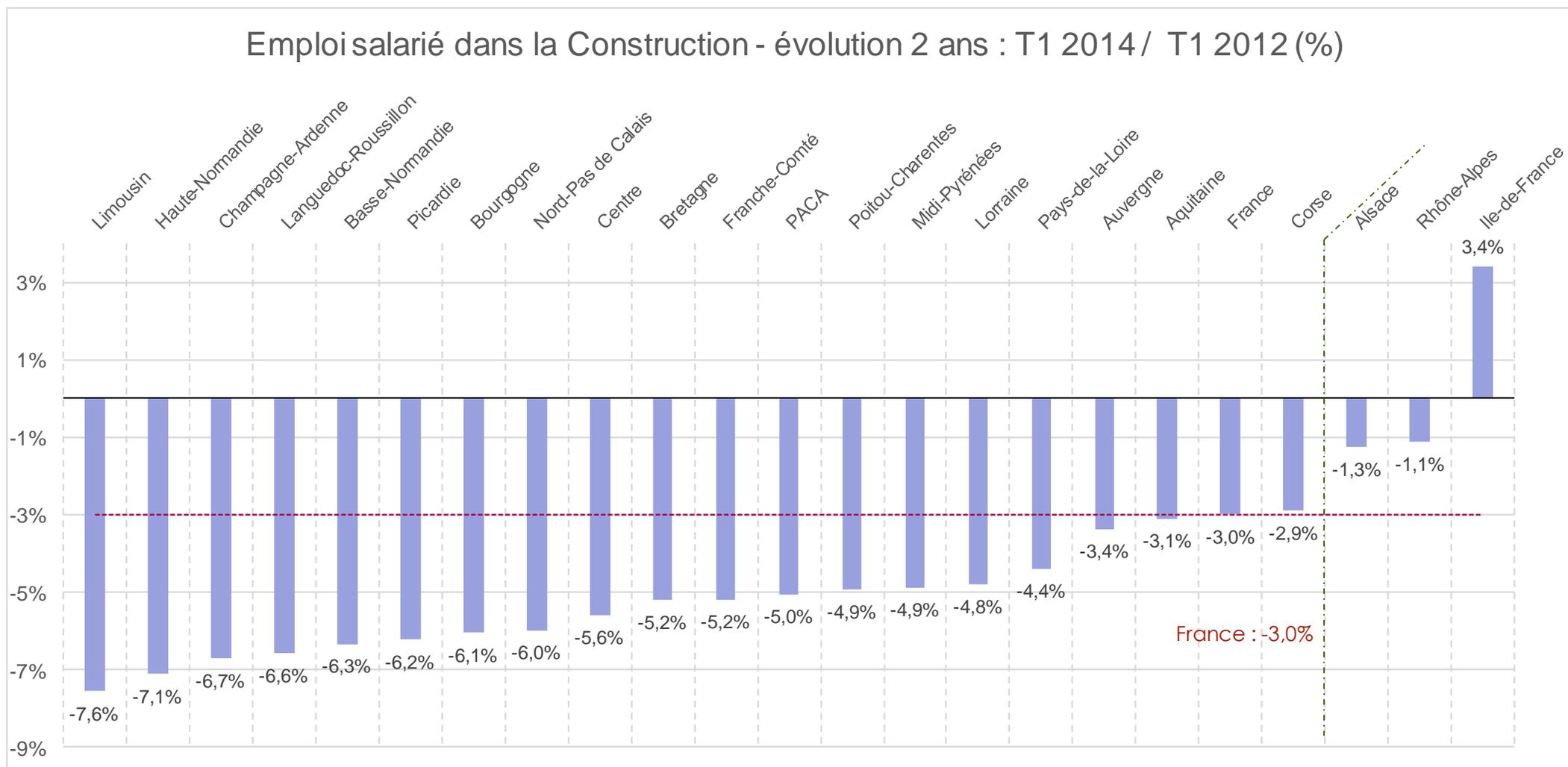
La plupart des régions se situent en deçà de la moyenne nationale. Seule l'Île-de-France enregistre une hausse de l'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014 comme au 4^{ème} trimestre 2013.



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

L'emploi salarié est en baisse dans presque toutes les régions sur les deux dernières années. L'Ile-de-France reste la seule région où l'emploi salarié progresse depuis 2012.



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

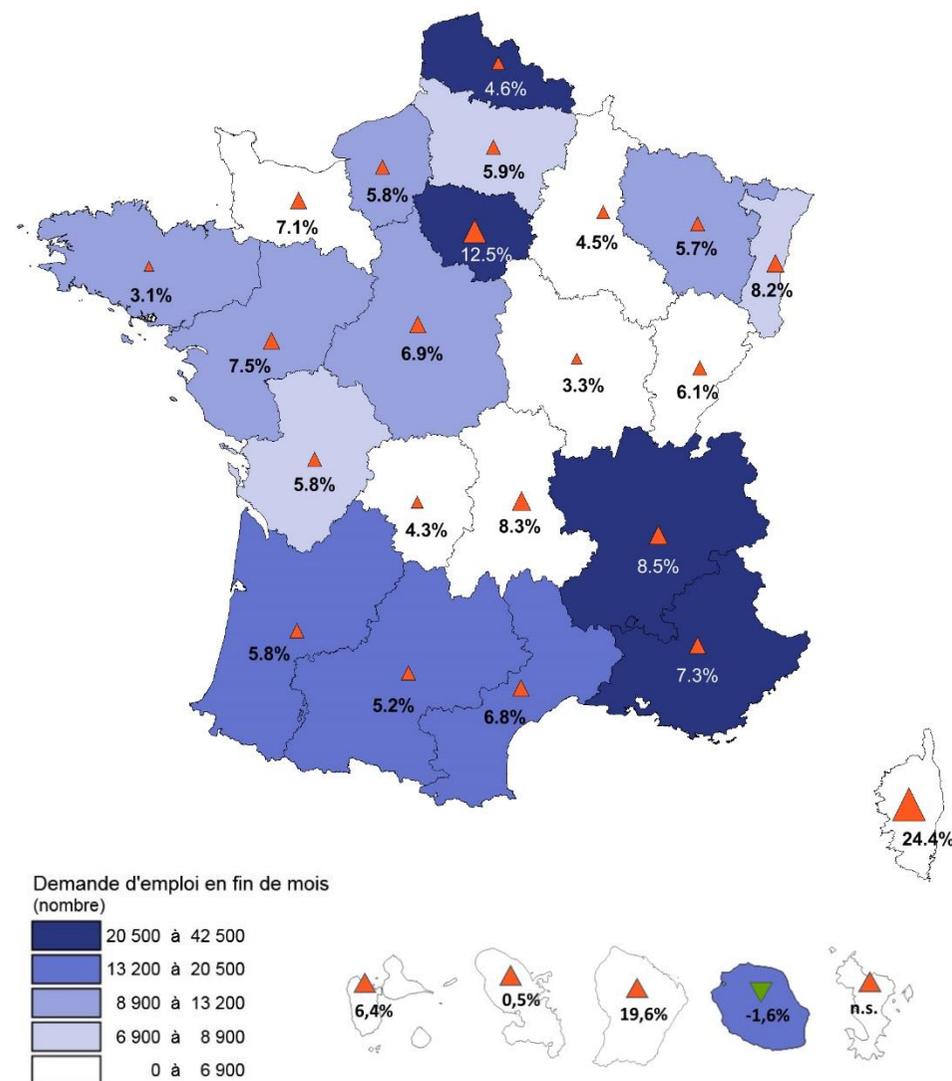
Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

France : 307 698 demandeurs d'emploi dans la construction à fin juin 2014, une hausse de 6,8% par rapport à 2013.

Régions : Le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse dans toutes les régions à fin juin 2014.

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	Juin 2014 - Evol 1 an		
DEFM Bâtiment et Travaux Publics	307 698 DEFM	+6,8%	▲
DEFM tous secteurs économiques	3 463 024 DEFM	+4,1%	▲
% Bâtiment et Travaux Publics / ensemble de l'activité	9%	+0,2 pts	▲

Demande d'emploi dans la construction
Fin juin 2014, évol. 1 an

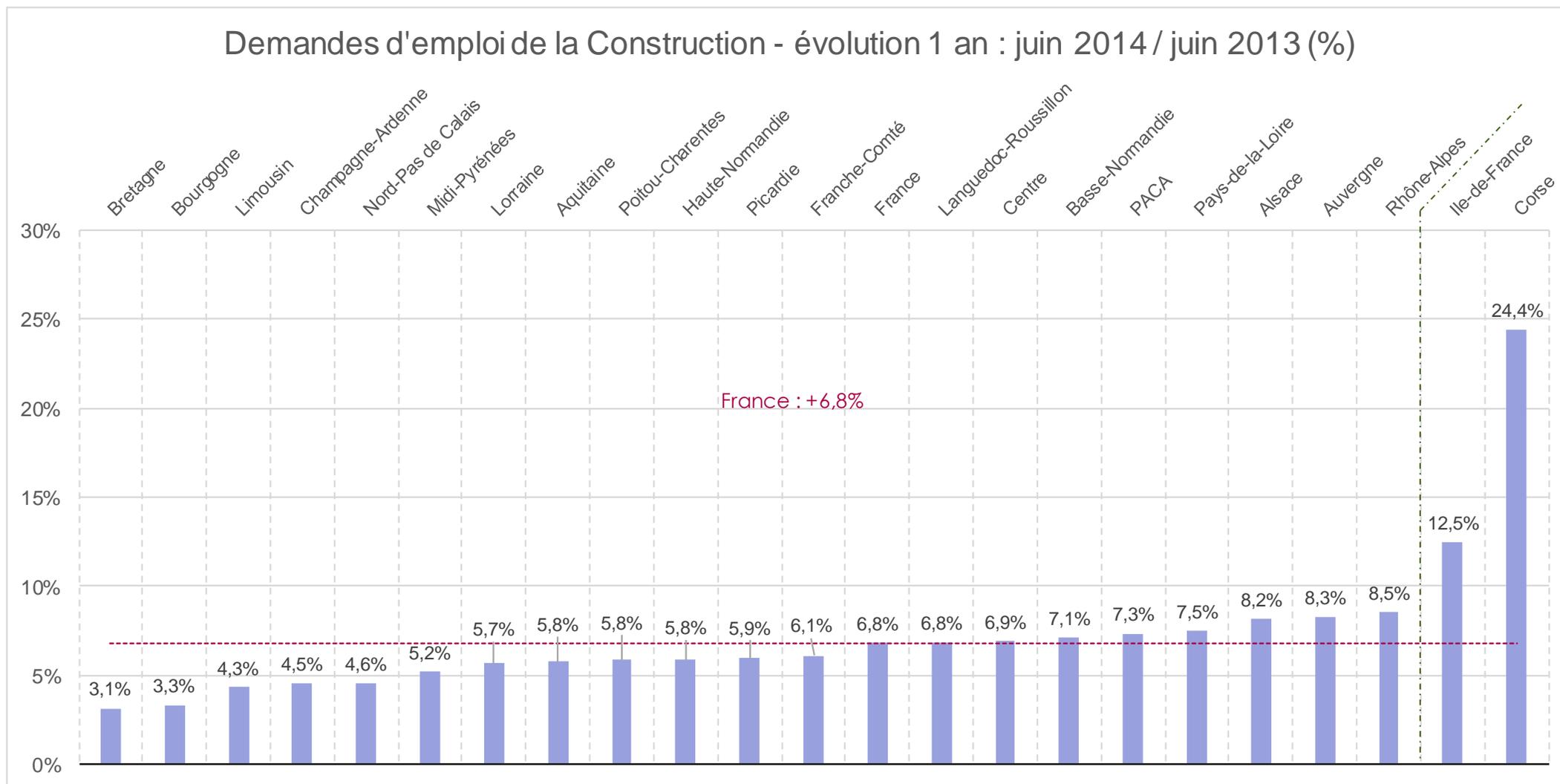


Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes)

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

La demande d'emploi augmente dans l'intégralité des régions. Outre la forte progression en Corse, un peu plus de la moitié des régions présentent une hausse inférieure à la moyenne nationale

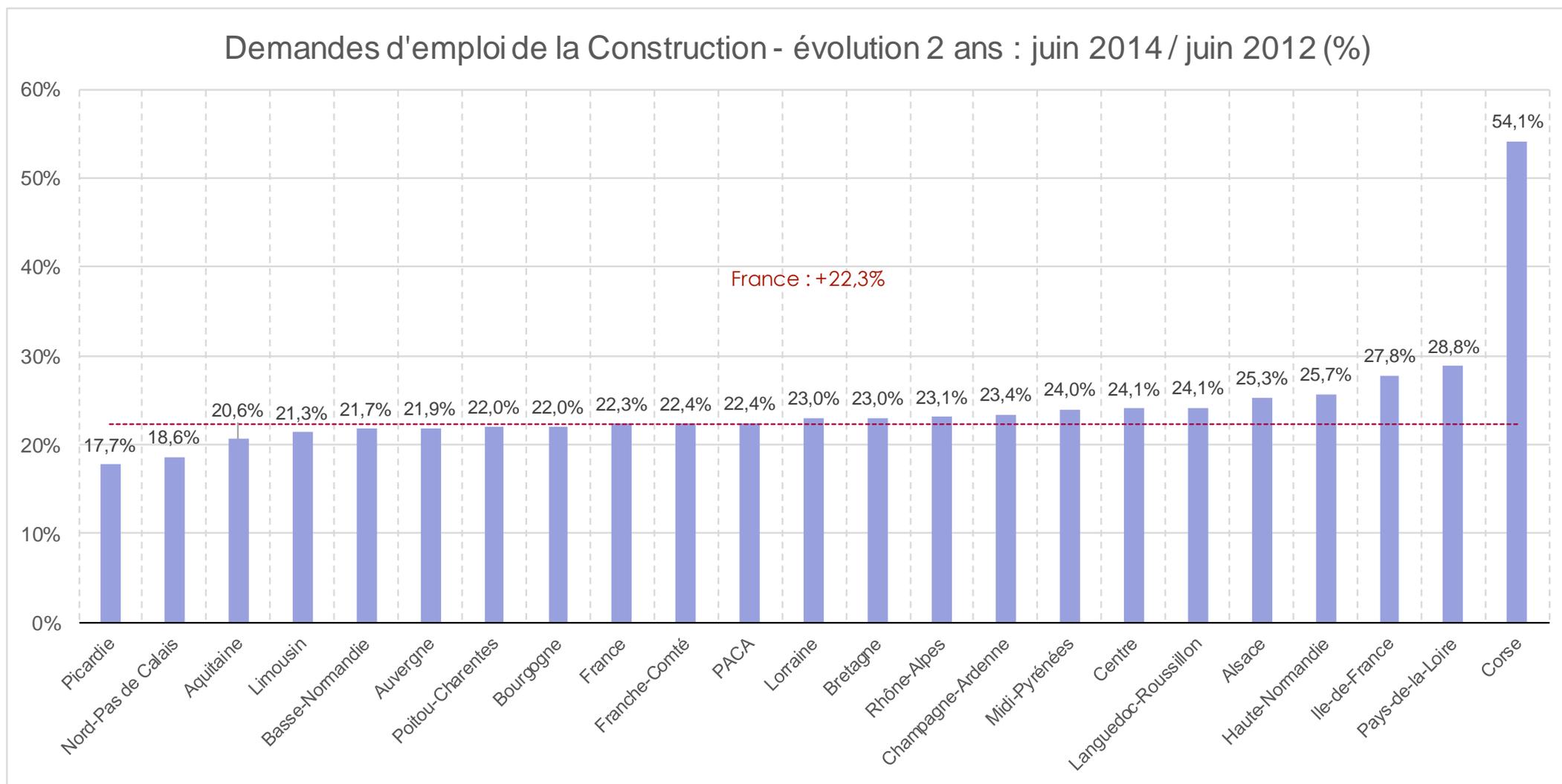


Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Sur les deux dernières années, la situation est homogène dans les régions, avec peu de variations par rapport à la moyenne nationale, excepté en Corse.



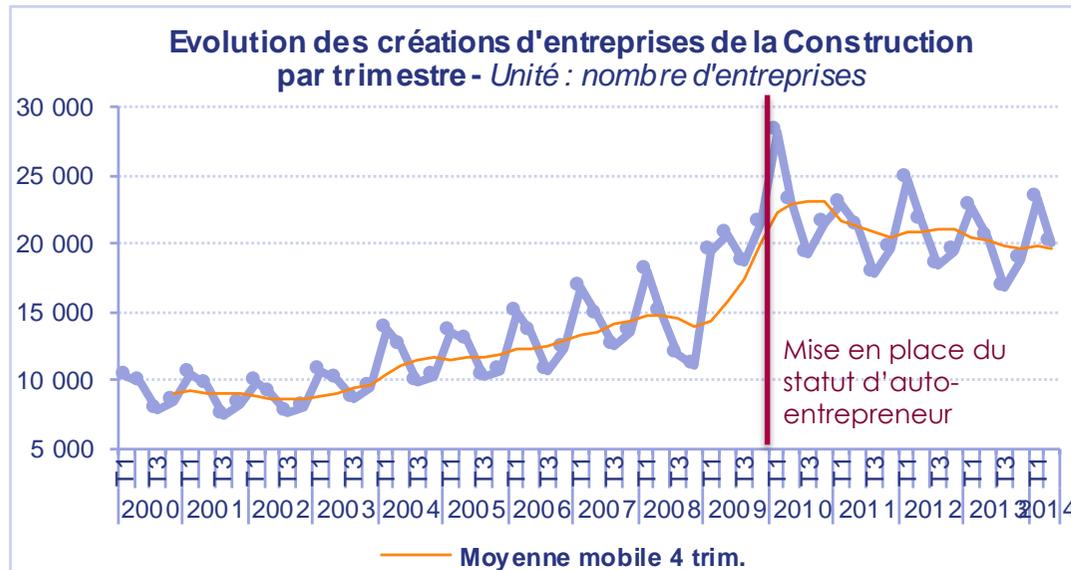
Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

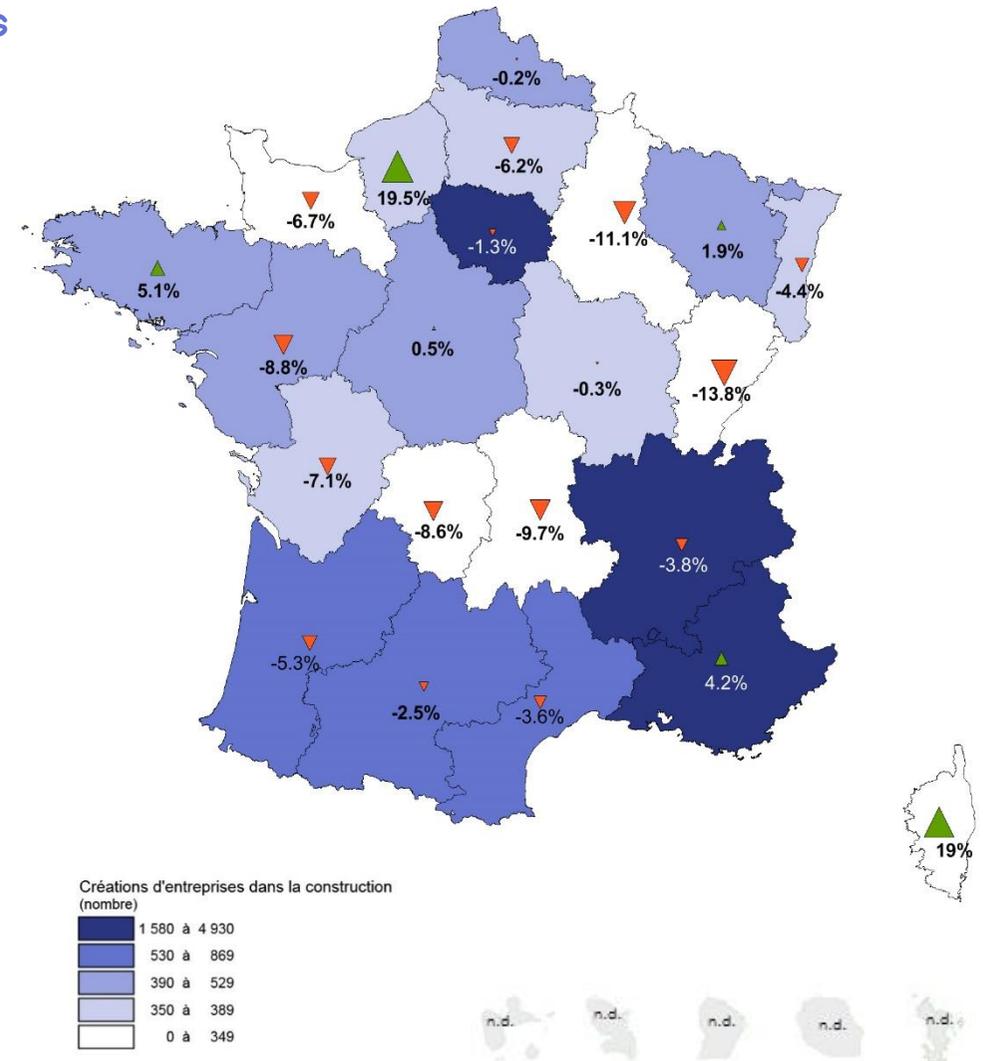
Comment évoluent les créations d'entreprises ?

France : 20 043 créations d'entreprises dans le secteur de la construction au 2^{ème} trimestre 2014, une baisse de 2,0% par rapport au 2^{ème} trimestre 2013.

Régions : Les créations sont en baisse dans la majorité des régions à la fin du 2^{ème} trimestre 2014.



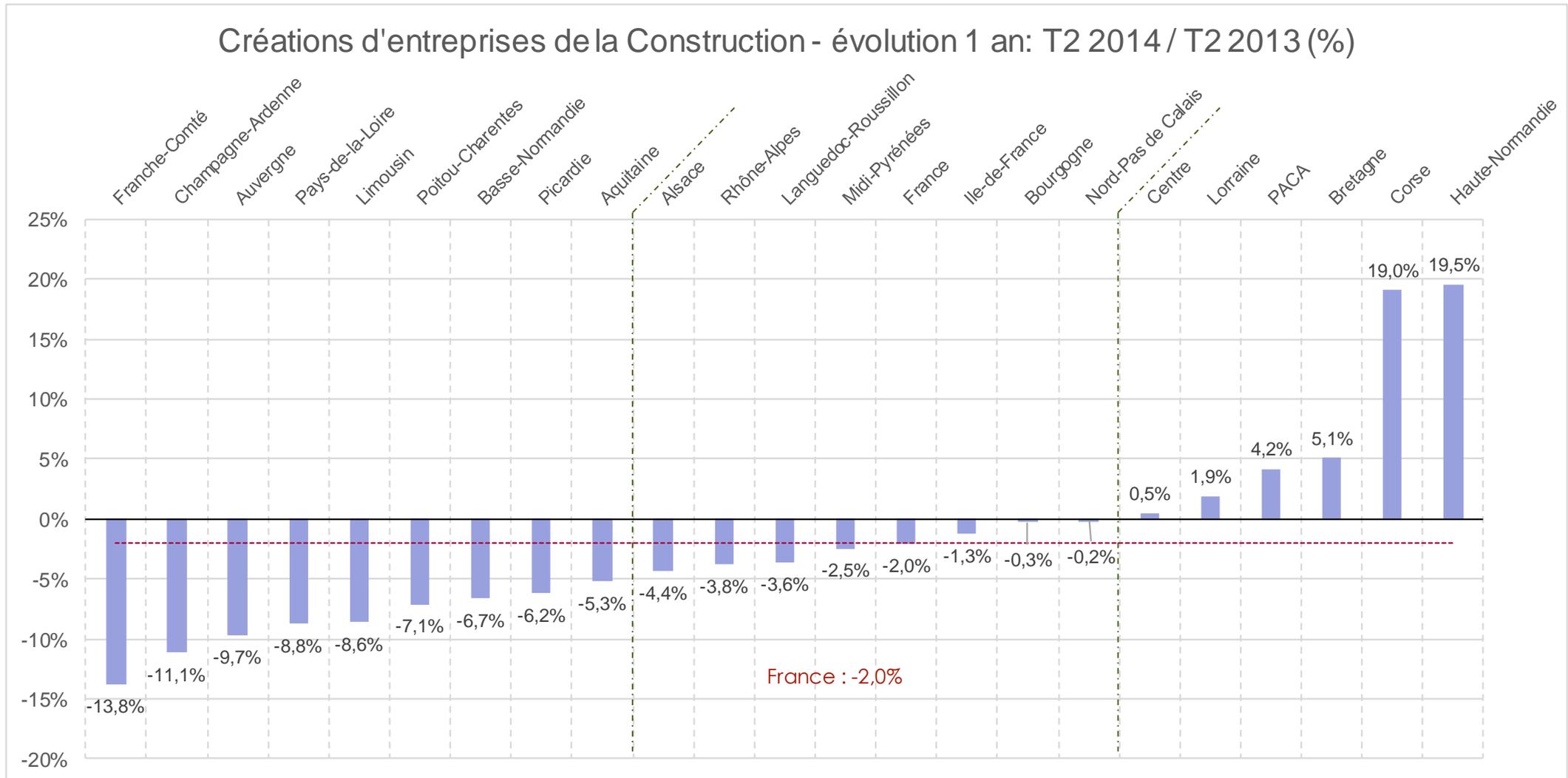
Créations d'entreprises dans le secteur de la construction – 2^{ème} trimestre 2014, évol. 1 an



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

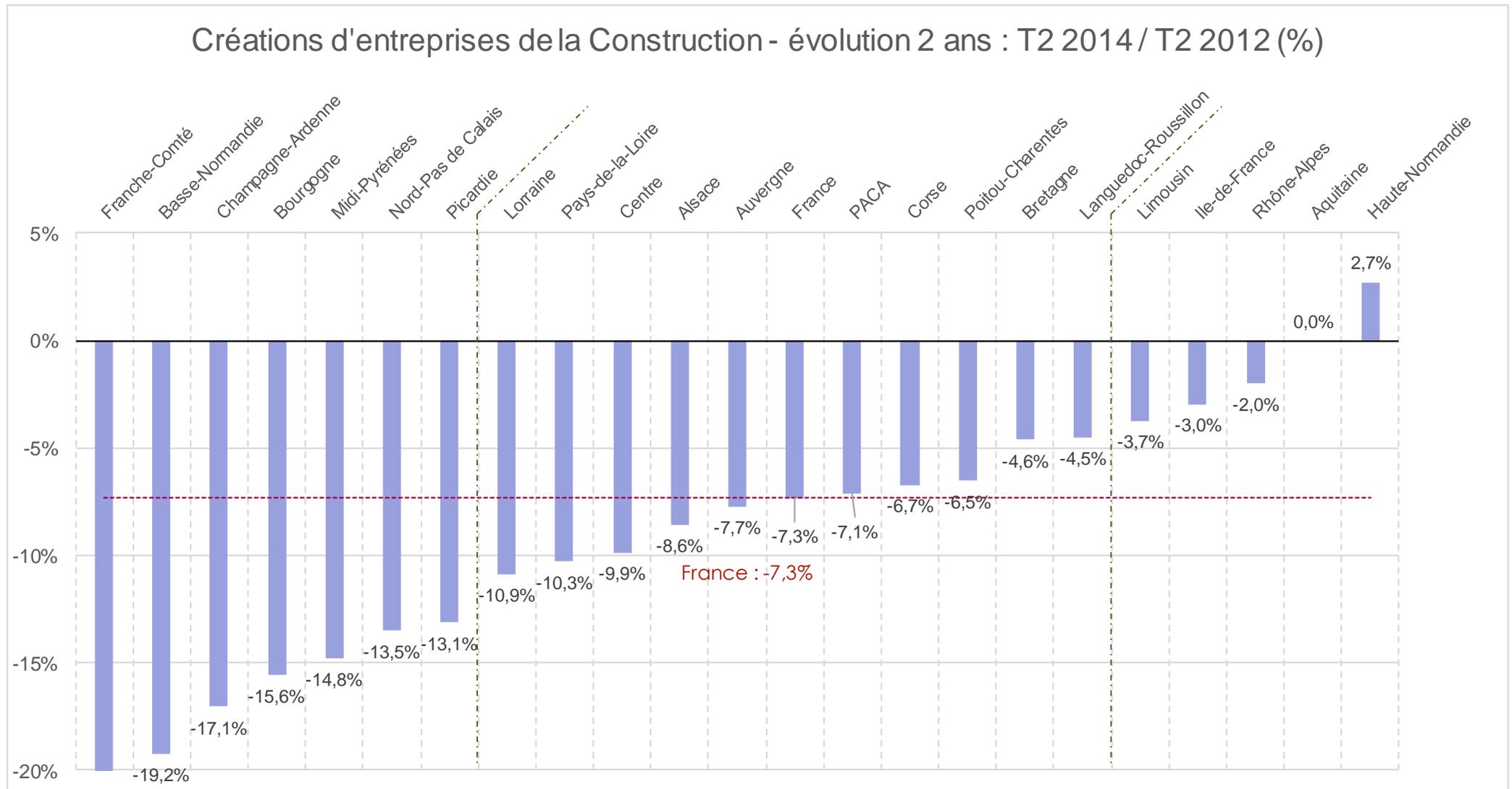
Près des deux tiers des régions sont concernées par la baisse des créations d'entreprises. 6 régions contribuent à limiter la tendance baissière au niveau national



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

La baisse des créations d'entreprises de la construction observée dans les régions au 2^{ème} trimestre 2014 est encore plus marquée sur les deux dernières années

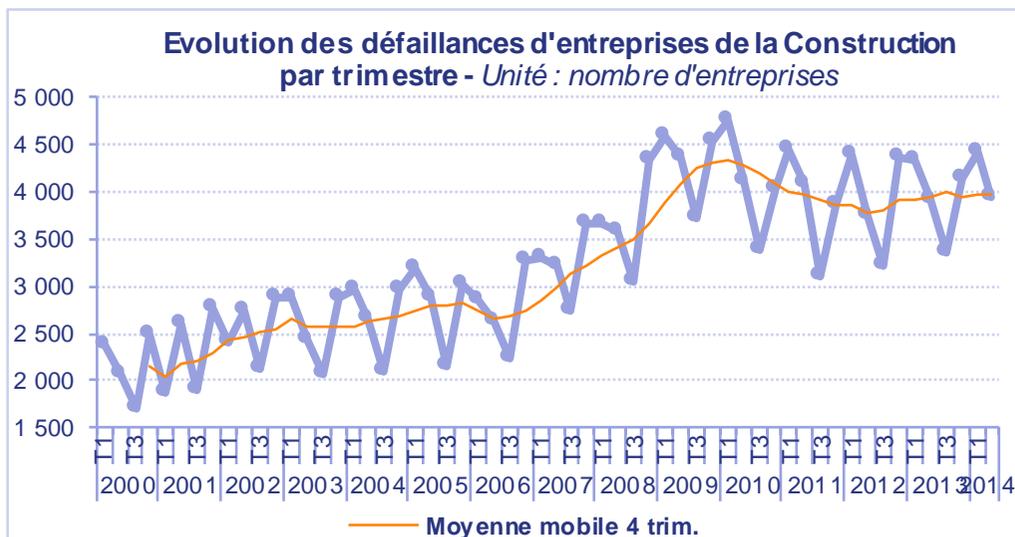


Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

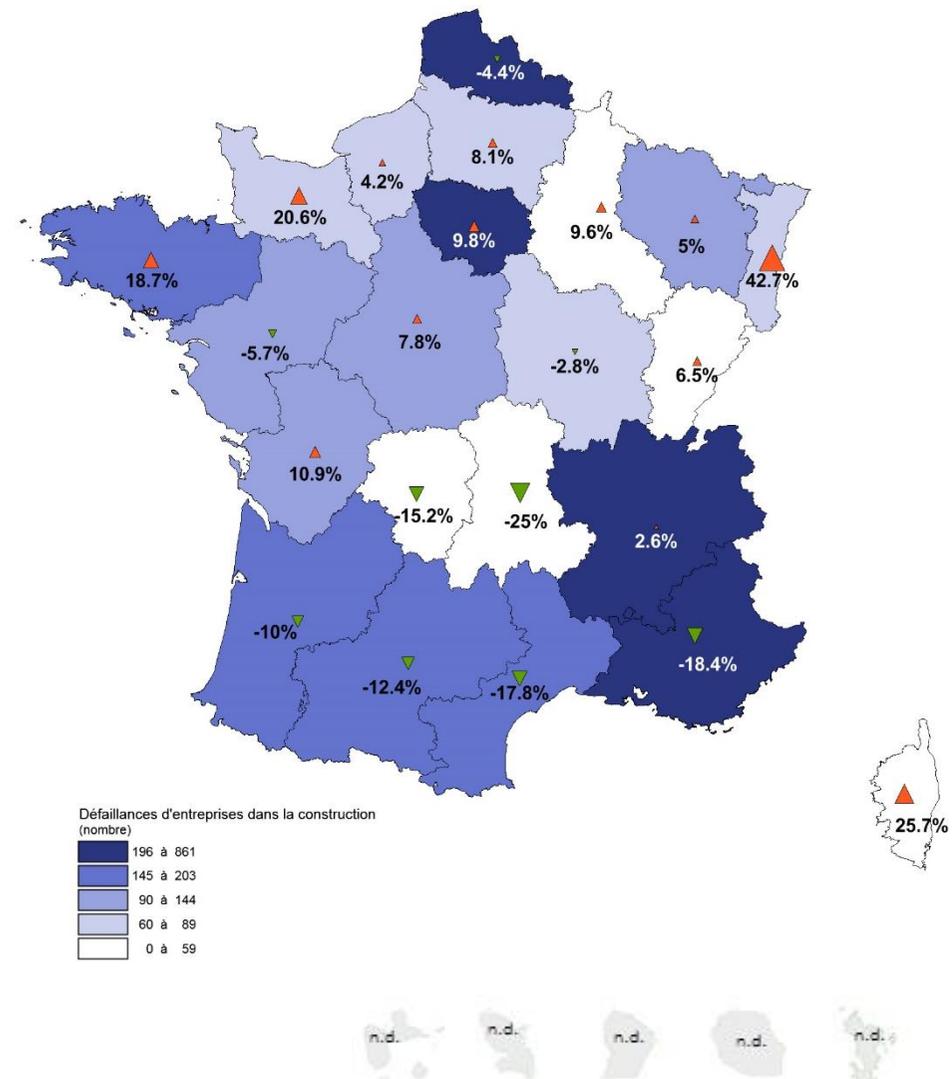
Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

France : 3 946 défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction au 2^{ème} trimestre 2014, qui traduit une certaine stabilité (+0,4%) par rapport au 2^{ème} trimestre 2013,

Régions : les défaillances progressent dans la moitié des régions au 2^{ème} trimestre 2014.



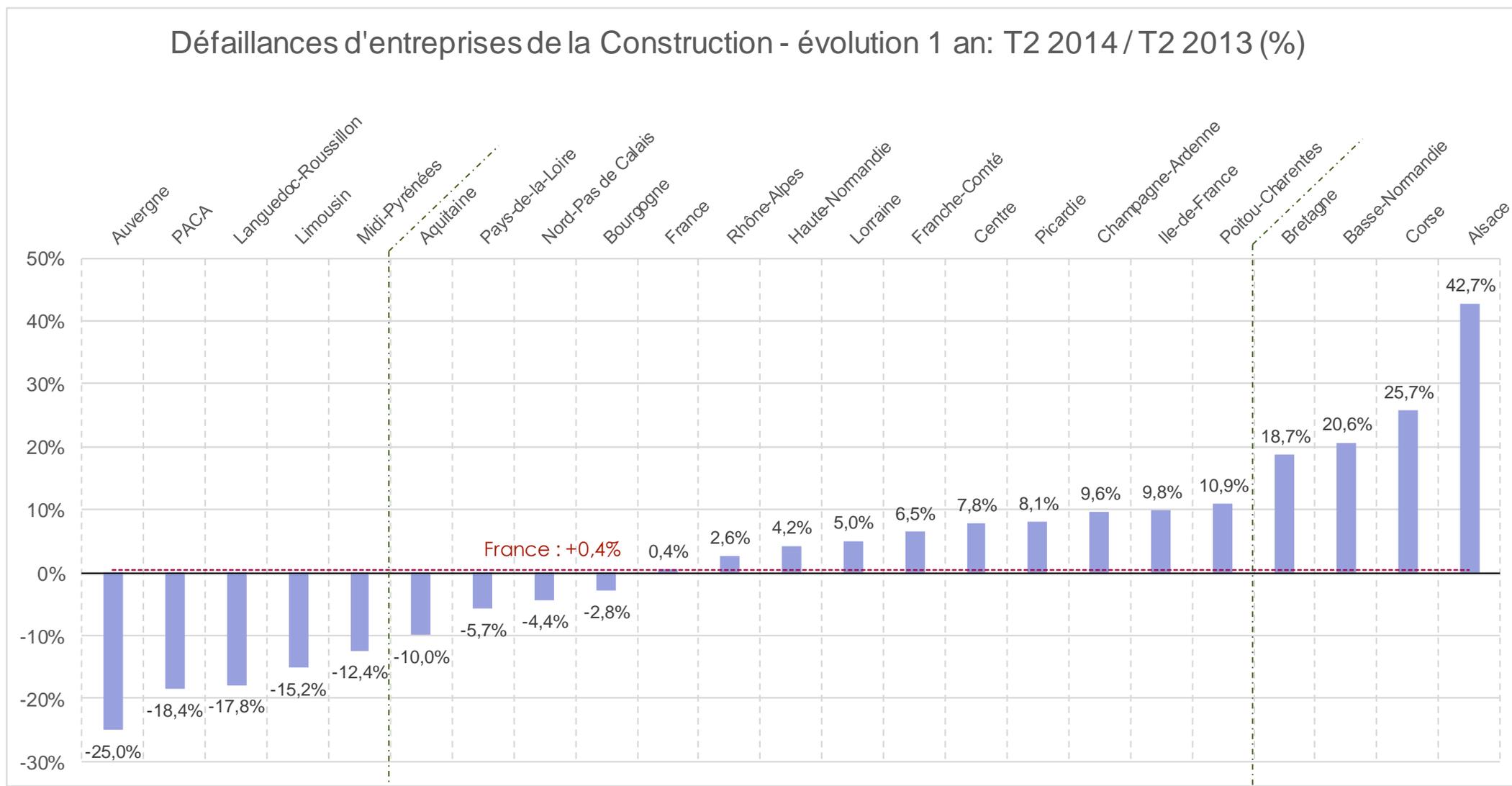
Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction – 2^{ème} trimestre 2014, évol. 1 an



Sources : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

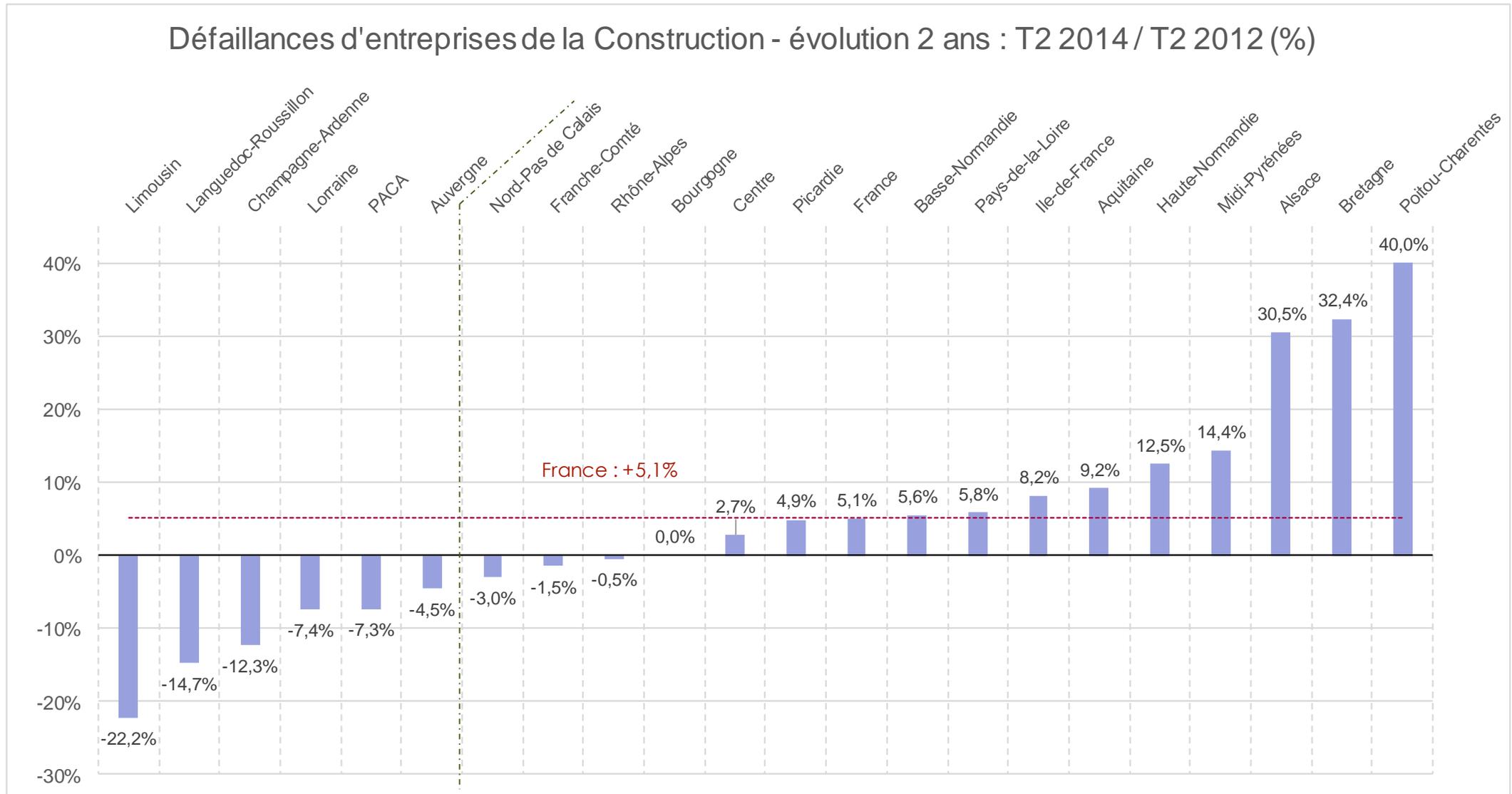
L'accroissement des défaillances d'entreprises affecte près des deux tiers des régions



Sources : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

Sur les deux dernières années, on retrouve là encore une hausse des défaillances dans presque deux régions sur trois



Sources : Banque de France (données brutes)

Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



Alsace

CEBTP ALSACE

03-88-13-08-31

cebtp-alsace@i-carre.net

www.cebtp-alsace.asso.fr



Centre

CER BTP Centre

02-36-17-46-11

cerbtpcentre@gmail.com

www.cerbtp-centre.asso.fr



Aquitaine

Cellule Economique du Bâtiment, des Travaux Publics et des Matériaux de construction d'Aquitaine - C.E.BA.TRA.M.A

05-56-98-25-73

contact@cebatrama.org

www.cebatrama.org



Champagne-Ardenne

Cellule Economique Régionale Champagne-Ardenne

03-26-70-81-85

www.cer-champagne-ardenne.fr



Auvergne

CERC Auvergne

04-73-43-15-13

cerc-auvergne@i-carre.net

www.cerc-actu.com - rubrique Auvergne



Corse

C.E.R.E.C.

04-95-51-79-44

stephane.vachet@developpement-durable.gouv.fr

www.cerec-btp.org



Basse-Normandie

CRIC Basse-Normandie

02-31-85-44-71

criec.basse-normandie@wanadoo.fr

www.criec-bassenormandie.asso.fr



Franche-Comté

CRIC BTP

03-81-21-68-49

Regis.Desserme@developpement-durable.gouv.fr

www.cerc-actu.com - rubrique Franche-Comté



Bourgogne

ARIEC Bourgogne

-

ariec.bourgogne@gmail.com

www.cerc-actu.com - rubrique Bourgogne



Bretagne

Cellule Economique Régionale Bretagne

02-99-30-23-51

contact@cellule-eco-bretagne.asso.fr

www.cellule-eco-bretagne.asso.fr



Guyane

CE BTP Guyane

05-94-38-56-88

dbcerc.guyane@gmail.com

www.cerbtp.gf



Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



Languedoc-Roussillon

Cellule Economique Regionale Languedoc-Roussillon

04-67-65-08-83
cerbtplr@orange.fr
www.cerbtplr.fr



Limousin

Cellule Economique Regionale Limousin - C.E.L.

05-55-11-21-50
cellule.eco.limousin.btp@orange.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Limousin



CERECO
Lorraine

Lorraine

CERECO Lorraine

03-87-62-81-44
cerclorraine@gmail.com
www.cerc-actu.com - rubrique Lorraine



Midi-Pyrénées

Comité Régional de Concertation du BTP et des Matériaux de Construction en Midi-Pyrénées -CRC BTP Midi-Pyrénées

09-65-31-69-75
contact@crccbtp.fr
www.crcbtp.fr



Nord-Pas de Calais

Cellule Economique Regionale Nord-Pas de Calais

03-20-40-53-39
cernordpasdecalsais@i-carre.net
www.cernordpasdecalsais.fr



Nouvelle-Calédonie

CELECO BTP - Cellule Economique du BTP de Nouvelle-Calédonie

00-687-27-79-44
contact@celecobtp.nc
www.celecobtp.asso.nc



Pays de la Loire

Cellule Economique Regionale du BTP des Pays de la Loire

02-51-17-65-54
cer.pdl@wanadoo.fr
www.cerbt-paysdelaloire.asso.fr



Picardie

Cellule Economique Regionale Picardie

03-22-82-25-44
cer-picardie@i-carre.net
www.cerc-actu.com - rubrique Picardie



Poitou-Charentes

Cellule Economique Regionale Poitou-Charentes

05-49-41-47-37
contact@cerc-pc.fr
www.cerc-pc.fr



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cellule Economique Regionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

04-91-37-30-90
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr



Réunion

Cellule Economique Regionale Réunion

02-62-40-28-16
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net



Rhône-Alpes

Cellule Economique Rhône-Alpes - CERA

04-72-61-06-30
cera@cera-btp.fr
www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr



